PARTIE II

RAPPORT SUR LE CENTRE REGIONAL DE L'UNESCO POUR LA PROMOTION DU LIVRE EN ASIE (KARACHI)

par

E. Ferrer-Vieyra
Corps commun d'inspection

Genève

Avril 1974

TABLE DES MATIERES

		Paragraphe	Page
INTRODUCTION		1 - 3	7
Chapitre premier - GENERALITES			8
A.	Mandat adopté par la Conférence générale	4	9
B.	Le Centre régional Unesco de textes de lecture en Asie du Sud-Est - ses principales activités	5 - 8	11
C.	Le Centre régional de l'Unesco pour la promotion du livre en Asie - ses principales activités	9 - 13	13
D.	Les conseils nationaux de promotion du livre	14 - 17	15
E.	Budget et programme de travail du Centre	18 - 23	15
Chapitre II - EXAMEN DU PROBLEME			18
A.	Evaluation des travaux du Centre	24 - 33	18
B.	Développement du matériel de lecture et promotion du livre	34 - 39	20
C.	Besoins des pays les moins développés	40 - 42	20
D.	Le Centre de promotion du livre de Tokyo	43 - 44	21
E.	Coordination entre les deux Centres	45 - 51	21
F.	Une conception intégrée de la planification de la promotion du livre	52 - 56	22
G.	La promotion du livre et le développement des bibliothèques	57 57 - 60	23
H.	La promotion du livre et le programme d'éducation de l'Unesco	61	24
I.	La pénurie de papier	62 - 65	25
RECOMMANDATIONS			
A.	A l'Unesco	1 - 8	27
B.	A l'Unesco et à certaines autres organisations du système des Nations Unies	9 - 10	28
C.	A la CEAEO	11	28
ANNEXES	I à V		

INTRODUCTION

1. Le Directeur général de l'Unesco a prié le Corps commun d'inspection d'inscrire à son programme de travail pour 1973 l'évaluation des divers centres patronnés par l'Unesco, dont le Centre régional pour la promotion du livre en Asie. Le présent rapport a été établi en réponse à cette demande.

2. Après avoir examiné avec des fonctionnaires de l'Unesco les principales questions concernant le Centre, l'Inspecteur s'est rendu dans un certain nombre de pays d'Asie en février 1974. Il a examiné dans le détail, avec des membres des Commissions nationales pour l'Unesco et des fonctionnaires des pays intéressés, les directeurs des conseils nationaux pour la promotion du livre et maints éditeurs et éducateurs d'Afghanistan, d'Inde, de Thaïlande, du Japon et du Pakistan, le programme de travail, la situation actuelle et l'avenir du Centre. Il en a également discuté avec des membres du secrétariat de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO), ainsi qu'avec le Directeur du Bureau régional de l'Unesco à Bangkok.

3. L'aide et les conseils que lui ont apportés les diverses personnes qu'il a rencontrées l'ont considérablement aidé à procéder à une évaluation objective de la tâche accomplie par le Centre de Karachi. L'Inspecteur leur est très reconnaissant de la contribution qu'ils ont apportée à la présente étude. Il s'est aussi largement appuyé sur le rapport de la Commission d'évaluation sur les bureaux, centres et instituts régionaux créés ou aidés par l'Unesco en Asie (Unesco/BMS/1) ainsi que sur d'autres documents d'évaluation établis par le Secrétariat.

Chapitre premier

GENERALITES

A. Mandat adopté par la Conférence générale

4. Les principales résolutions de la Conférence générale sur les matériels de lecture et la promotion du livre sont les suivantes :

(a) Par la résolution IV.1.4.331 (8e session, 1954), le Directeur général est autorisé à aider les Etats membres à préparer et à produire du matériel de lecture spécialement destiné aux personnes qui viennent d'apprendre à lire.

(b) Par la résolution 4.64 (9e session, 1956), le Directeur général est autorisé à assister les Etats membres dans cette entreprise, notamment :

(i) en organisant l'échange d'informations et de matériel adaptés aux besoins des Etats membres ;

(ii) en organisant des réunions d'experts et des stages d'études ;

(iii) en entreprenant des activités expérimentales ;

(iv) en apportant une assistance et en fournissant des services de caractère international aux offices de publications et aux centres du livre établis dans les Etats membres prenant part à la réalisation de ce projet.

/Dans sa résolution 4.75 (9e session, 1956), la Conférence générale constate l'immensité et l'urgence des besoins des Etats membres dans des domaines comme ceux des bibliothèques, des archives, des musées, des arts et des arts artisanaux, des centres culturels locaux, de la conservation des biens culturels et de la production de textes de lecture pour nouveaux alphabètes, et reconnaît qu'il est indispensable, pour le développement social et pour la libre participation des individus à la vie culturelle de la communauté, de satisfaire ces besoins./

(c) Par la résolution 4.74 (10e session, 1958), le Directeur général est autorisé à concourir, en collaboration avec les Etats membres et avec les organismes appropriés, à la rédaction, à la production et à la diffusion de textes de lecture destinés au nouveau public de lecteurs, notamment :

(i) en rassemblant et diffusant des informations et du matériel ;

(ii) en favorisant l'application de programmes de formation et de recherches ;

(iii) en soutenant financièrement et d'autres façons, les offices de publications et les centres nationaux du livre.

(d) Par la résolution 4.22 (11e session, 1960), le Directeur général est autorisé, en collaboration avec la Birmanie, Ceylan, l'Inde, l'Iran et le Pakistan, et avec les institutions compétentes, à promouvoir l'amélioration des ressources en textes de lecture dans les langues de la région, pour répondre aux besoins d'un public de lecteurs de plus en plus nombreux :

(i) en encourageant la distribution de textes de lecture dans les langues de la zone d'application du projet et en stimulant l'intérêt pour la lecture ;

(ii) en aidant à la préparation et à la production de textes de lecture ;

(iii) en assurant le fonctionnement du centre régional créé à ces fins à Karachi.

(e) La résolution 4.221 (12e session, 1962) invite l'Afghanistan, la Birmanie, Ceylan, l'Inde, l'Iran, le Népal, le Pakistan et la Thaïlande à promouvoir la publication dans leurs langues nationales, et la diffusion à l'intention d'un public de plus en plus large, de textes de lecture appropriés. Quant à la résolution 4.222, elle autorise le Directeur général, afin de promouvoir la publication dans les langues nationales et la diffusion à l'intention d'un public de plus en plus large de textes de lecture appropriés, de prendre les mesures ci-après en collaboration avec les gouvernements de l'Afghanistan, de la Birmanie, de Ceylan, de l'Inde, de l'Iran, du Népal, du Pakistan et de la Thaïlande :

(i) encourager la publication par des organismes nationaux compétents d'éditions pilotes de qualité sur des sujets relatifs au développement communautaire, à la compréhension internationale et à la culture générale ;

(ii) développer les moyens de diffusion des livres pour rendre les textes de lecture largement accessibles au public, notamment en aidant à l'extension de services de bibliothèques et au développement de services bibliographiques ;

(iii) stimuler l'intérêt du public pour la lecture en aidant à l'organisation de manifestations appropriées, telles que semaines du livre, prix aux meilleures publications, etc. ;

(iv) développer les organismes pour la promotion et la coordination des activités dans ce domaine, tels que les centres nationaux du livre et les associations professionnelles compétentes ;

(v) fournir aux spécialistes des renseignements récents ainsi que des occasions de faire des études en commun et de compléter leur formation, au moyen de publications, de matériel de référence, de stages d'études, de missions d'experts et de bourses ;

(vi) convoquer régulièrement, pour l'aider dans l'orientation et l'exécution du projet, un Comité régional de coordination composé de représentants des Etats membres participants ;

(vii) assurer le fonctionnement du Centre régional établi à Karachi pour la mise en oeuvre du projet.

(f) La résolution 4.121 (13e session, 1964) invite le Directeur général, notamment, à stimuler la production et la distribution de livres dans les pays en voie de développement et à continuer de stimuler et d'encourager la publication de livres à bon marché, notamment pour les nouveaux alphabètes adultes et pour la jeunesse des pays en voie de développement.

(g) Par la résolution 4.222 (14e session, 1966), le Directeur général est autorisé à promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'édition par l'organisation de réunions, l'offre de services de consultants et l'exécution d'études et de recherches spécialement conçues pour aider les pays en voie de développement à :

(i) formuler une politique nationale systématique de promotion du livre, dans laquelle le livre doit être pleinement intégré à la planification économique et sociale d'ensemble ;

(ii) développer l'industrie nationale du livre et, notamment, la production des livres nécessaires à l'accélération du progrès de l'éducation et des activités d'alphabétisation ;

(iii) étendre les réseaux de distribution de livres et appliquer efficacement les techniques de promotion du livre ;

(iv) augmenter les possibilités de formation dans le domaine du livre et créer éventuellement dans un pays d'Asie un centre régional pour l'édition et la diffusion des livres qui s'occuperait particulièrement des arts graphiques ;

(v) favoriser, par des études et des recherches, la pleine utilisation des livres et autres textes de lecture qui contribuent au développement économique et social et à la compréhension mutuelle.

(h) Par la résolution 4.231 (15e session, 1968), le Directeur général est autorisé :

(i) à encourager le développement de la production et de la distribution des livres, notamment dans les pays en voie de développement, en organisant des réunions et des cours de formation, en publiant des études et en entreprenant d'autres activités pertinentes afin de favoriser :

- l'élaboration de programmes nationaux de promotion du livre intégrés aux plans généraux de développement économique et social ;
- le développement de l'industrie nationale du livre, notamment en vue de la production des livres nécessaires au progrès de l'éducation et aux entreprises d'alphabétisation ;
- l'extension des réseaux de distribution de livres et l'application de techniques efficaces de promotion du livre ;

(ii) à maintenir le Centre de promotion du livre de Karachi pour la mise en oeuvre du programme de promotion du livre en Asie ;

(iii) à participer, sur leur demande, aux activités des Etats membres pour le développement de l'industrie du livre et la formation du personnel nécessaire à cette fin.

(i) Par la résolution 4.23 (16e session, 1970), le Directeur général est autorisé :

(i) à aider les Etats membres à élaborer des programmes nationaux de promotion du livre et à convoquer à cette fin une réunion d'experts pour les Etats arabes ;

(ii) à favoriser le développement de la production et de la distribution des livres, particulièrement dans les pays en voie de développement, en faisant des études et en organisant des cours de formation, des stages d'études et des projets pilotes ;

(iii) à maintenir le Centre de promotion du livre de Karachi pour aider à promouvoir et à exécuter les programmes de promotion du livre dans les Etats membres d'Asie ;

(iv) à aider les Etats membres qui en feraient la demande dans leurs activités de promotion du livre entrant dans le domaine de la compétence de l'Unesco.

(j) Par la résolution 4.131 (17e session, 1972), le Directeur général est autorisé, notamment,

...

(iii) à favoriser l'élaboration de programmes de promotion du livre et le développement d'industries nationales du livre dans les Etats membres en faisant des études et des recherches, ainsi qu'en organisant des cours de formation, des séminaires et des projets pilotes ; et à maintenir en activité le Centre de promotion du livre en Asie (Karachi) pour assurer la mise en oeuvre de programmes de promotion du livre dans les Etats membres d'Asie ;

(iv) à aider les Etats membres qui en feront la demande à mener à bien des activités du type décrit ci-dessus dans le domaine du développement et de l'emploi des moyens de communication.

B. Le Centre régional Unesco de textes de lecture en Asie du Sud-Est - ses principales activités

5. En application de la résolution adoptée par la Conférence générale en 1954, le Directeur général a organisé à Murree (Pakistan), en juin 1956, une réunion régionale d'experts sur la production de textes de lecture pour nouveaux alphabètes et à Rangoon (Birmanie), en octobre-novembre 1957, un stage d'études régional sur les problèmes relatifs à la production du livre, en y invitant des experts de la Birmanie, de Ceylan, de l'Inde et du Pakistan.

6. Lors de la réunion de Murree, une recommandation a été approuvée invitant l'Unesco à négocier avec les gouvernements de la région la création d'un centre régional pour la promotion de textes de lecture. Un accord a été conclu avec le gouvernement pakistanais et le 1er août 1958 s'ouvrait à Karachi, dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique, le Centre régional de textes de lecture en Asie du Sud-Est (Unesco).

7. Le principal objectif du Centre - organe régional créé par l'Unesco et faisant partie de son Secrétariat - était d'aider les Etats membres à fournir les livres non éducatifs et les textes de lecture nécessaires pour inciter les nouveaux alphabètes issus des campagnes d'alphabétisation à continuer à lire. Le Centre avait également pour fonction d'encourager la production et la diffusion de textes de lecture en langue vernaculaire à l'intention des lecteurs, de plus en plus nombreux, de quatre pays d'Asie méridionale, à savoir : la Birmanie, Ceylan, l'Inde et le Pakistan. Les années suivantes, le nombre de pays qui se sont joints au projet n'a cessé de croître. En 1967,

les pays suivants participaient aux activités du Centre : Pakistan (pays d'accueil), Afghanistan, Birmanie, Ceylan, Inde, Indonésie, Iran, Japon, République khmère, Corée, Laos, Malaisie, Mongolie, Népal, Philippines, Singapour, Thaïlande et, jusqu'à ce qu'il cesse d'être membre de l'Organisation, Taïwan. Le nom du Centre a été changé en Centre régional de textes de lecture en Asie (Unesco). Cette première phase d'activités du Centre a pris fin le 31 décembre 1968./[1]

8. La somme des activités du Centre durant cette première phase est impressionnante ; son directeur a communiqué à l'Inspecteur un bref résumé des activités du Centre jusqu'en 1968 :

(a) Un total de dix activités régionales (séminaires, réunions, stages, cours de formation, etc.) ainsi que des activités sous-régionales ont été organisées pendant cette période. Près de 400 personnes ont participé à ces activités régionales;

(b) L'Unesco a accordé une assistance financière et technique à 43 séminaires/cours de formation/réunions/stages, etc. nationaux, auxquels ont participé activement et avec fruit plusieurs centaines de personnes ;

(c) L'Unesco a apporté un concours financier et technique à l'organisation de treize expositions/festivals/campagnes/semaines, sur le livre pour la jeunesse, ainsi que sur la vulgarisation scientifique et la compréhension internationale. L'organisation matérielle de ces activités a été confiée à des organismes créés par les commissions nationales de certains pays d'Asie ;

(d) Cinquante-sept bourses à l'étranger ont été accordées à des candidats présentés par les Etats membres. Elles avaient pour but de permettre à des auteurs, des éditeurs, des libraires, des imprimeurs, des bibliographes, etc., de poursuivre leur formation à l'étranger ;

(e) Quarante-deux bourses de voyages d'étude de brève durée à l'intérieur de la région ont été accordées à des candidats désignés par les gouvernements afin de leur permettre d'élargir leurs connaissances dans leurs disciplines respectives en se rendant dans les pays voisins ;

(f) Vingt-sept experts ont été chargés de conduire et d'organiser des séminaires régionaux, des études sur les bibliothèques, des cours de formation sur l'illustration et l'impression de livres, sur les questions de droit d'auteur, etc. ;

(g) Cent trente et un prix ont été décernés aux auteurs des meilleurs livres et manuscrits portant sur la vulgarisation scientifique, la compréhension internationale, les contes folkloriques, etc., rédigés dans les langues nationales des pays de la région d'Asie. Ce programme a été entrepris afin d'encourager les auteurs locaux à écrire des ouvrages plus nombreux et de meilleure qualité à l'intention de leurs publics locaux ;

---

1. La participation de la République populaire de Chine et du Bangladesh aux activités du Centre a commencé durant l'exercice biennal 1971-1972.

(h) Une assistance financière ainsi que du matériel de référence ont été fournis aux maisons d'édition pour leur permettre de produire des livres à bon marché sur la science, le développement économique et social, etc. rédigés dans un style simple dans les langues les plus importantes de la région d'Asie. Plus de 400 livres et brochures ont été publiés dans le cadre de ce qu'on a appelé les programmes pilotes d'édition et de traduction. L'Unesco a pris en charge la rémunération des auteurs et des traducteurs et s'est engagée auprès de l'éditeur à acheter 500 exemplaires de chaque titre pour les distribuer gratuitement aux bibliothèques des régions linguistiques intéressées ;

(i) En plus des problèmes particuliers relatifs au livre traités à l'occasion des activités nationales et régionales dont il vient d'être question, des contrats ont été conclus avec des spécialistes compétents afin qu'ils accomplissent des recherches et des études sur les problèmes relatifs aux intérêts des lecteurs, à la distribution du livre, etc.; certaines de ces études ont été publiées et distribuées. Une centaine d'enquêtes et études ont été entreprises qui ont, dans certains cas, donné lieu à la rédaction de guides, manuels et ouvrages de référence. En outre, quatre listes de mots de difficulté croissante ont été établies pour les nouveaux lecteurs;

(j) Etant donné la nécessité impérieuse de sensibiliser au livre les populations de Ceylan, d'Iran et du Pakistan, l'Unesco s'y est assurée les services d'un expert de la planification des centres de promotion du livre. Les gouvernements ont approuvé en principe les plans établis par cet expert et ont créé des organismes autonomes, à Ceylan, le National Book Trust, et en Iran et au Pakistan, des Centres nationaux du livre. L'Unesco a également fourni à ces organismes un matériel important et des ouvrages de référence ;

(k) Le Centre publie depuis 1959 un Bulletin d'information trimestriel en anglais qui est distribué aux spécialistes, aux institutions et aux bibliothèques de la région d'Asie ainsi que d'autres pays du monde. Depuis janvier 1967, ce bulletin porte le nom de "Newsletter". En outre, les rapports finals d'activités régionales, les ouvrages de référence, les rapports des enquêtes, études, etc., établis au titre du projet ont été publiés, reproduits et distribués par le Centre, non seulement dans la région, mais aussi à d'autres pays du monde.

C. Le Centre régional de l'Unesco pour la promotion du livre en Asie - ses principales activités

9. Une réunion d'experts sur la production et la distribution du livre en Asie a été organisée par l'Unesco à Tokyo (Japon) en 1966. Dans le rapport de cette réunion, les experts constatent "que le Centre de Karachi pourrait servir de base administrative régionale pour l'exécution du programme de promotion du livre pour l'ensemble de l'Asie".

10. Afin de donner effet à cette idée d'élargissement, le Directeur général a proposé à la Conférence générale, lors de sa quinzième session, en 1968, de faire du Centre de Karachi le point focal des activités que déploie l'Unesco en matière de promotion du livre dans la région d'Asie, proposition conforme à la recommandation formulée lors de la réunion de Tokyo.

11. La Conférence générale a approuvé à cette session la réorientation du Centre de Karachi proposée par le Directeur général. Elle changeait le nom du Centre en Centre régional pour la promotion du livre en Asie. Par sa résolution 4.231, elle autorisait le Directeur général, en particulier, "à encourager le développement de la production et de la distribution des livres, notamment dans les pays en voie de développement, en organisant des réunions et des cours de formation" (voir par. 4 (h)). L'un des points les plus intéressants de la résolution 4.231 est qu'elle réaffirme que les programmes nationaux de promotion du livre doivent être pleinement intégrés "aux plans généraux de développement économique et social".

12. Les principales activités accomplies par le Centre de Karachi en tant qu'unité de promotion du livre en Asie ont été les suivantes :

1969 - Cours régional de formation sur les techniques de distribution du livre (Karachi, 27 octobre-29 novembre) avec vingt-six participants des pays suivants : Afghanistan, Inde, Malaisie, Népal, Pakistan, Singapour, Ceylan et Thaïlande.

1970 - Cours régional de formation pour le personnel de direction dans l'industrie du livre (New Delhi, 30 août au 26 septembre) ; avec vingt-neuf participants des pays suivants : Afghanistan, Chine (Taïwan), Corée, Inde, Iran, Malaisie, Népal, Pakistan, Philippines, Singapour et Ceylan.

1971 - Cours de formation sur la planification et la distribution des livres et manuels en Asie (Kuala-Lumpur, 29 novembre-18 décembre) avec vingt-neuf participants des pays suivants : Afghanistan, Chine (Taïwan), Corée, Inde, Indonésie, Iran, République khmère, Laos, Malaisie, Népal, Pakistan, Singapour, Ceylan, Thaïlande et Viêt-nam.

1972 - Séminaire régional sur les problèmes de l'édition et du marketing du livre (Colombo, 25 septembre au 7 octobre), avec vingt-quatre participants des pays suivants : Afghanistan, Corée, Inde, Indonésie, Iran, République khmère, Malaisie, Pakistan, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Viêt-nam.

Séminaire régional sur la création et le fonctionnement de conseils nationaux de promotion du livre (Manille, 4-8 décembre), avec vingt et un participants des pays suivants : Afghanistan, Inde, Indonésie, Iran, République khmère, Malaisie, Népal, Philippines, Pakistan, Singapour, Sri Lanka et Thaïlande.

1973 - Séminaire régional à l'intention des secrétaires exécutifs des Conseils nationaux de promotion du livre (New Delhi, 10-15 décembre), avec quinze participants des pays suivants : Afghanistan, Bangladesh, Corée, Inde, Indonésie, Iran, République khmère, Laos, Malaisie, Népal. Philippines, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Viêt-nam,

13. Durant l'Année internationale du livre et avec le concours financier et l'Unesco au titre du Programme de participation concernant certains pays d'Asie, le Centre de Karachi a aidé à organiser des expositions de livres, à entreprendre des études sur les préférences des lecteurs, ainsi que des séminaires sur les divers domaines de l'industrie du livre, il a décerné des prix à des auteurs et à des éditeurs, etc. Des services d'experts ont également été financés au titre du Programme de participation. Parmi les pays qui ont bénéficié de cette assistance figurent l'Afghanistan, L'Inde, l'Iran, la Malaisie, le Népal, le Pakistan, Sri Lanka, le Bangladesh, les Philippines, la Corée, le Japon et le Viêt-nam.

D. Les conseils nationaux de promotion du livre

14. La principale tâche à laquelle le Centre de Karachi a consacré des activités particulières a été la création dans chaque pays d'Asie d'un conseil (ou centre) national de promotion du livre. Ces organismes représentent tous les secteurs d'activité de l'industrie du livre et constituent un préalable à l'établissement d'un programme bien coordonné, réaliste et sérieux de développement de l'industrie du livre dans les Etats membres. Le personnel du Centre donne des avis pratiques sur les questions administratives et professionnelles ; en outre, le Centre a établi et adressé aux Etats membres un modèle de statuts de Conseil national de promotion du livre, pouvant être adapté ou modifié afin de répondre aux conditions particulières de chaque pays./1

15. Jusqu'ici huit pays d'Asie ont créé un Conseil national de promotion du livre ou un organisme analogue. Ce sont les suivants : Inde, Malaisie, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Laos, Pakistan et Viêt-nam. L'Afghanistan, l'Indonésie, la République khmère, le Népal, la Thaïlande et le Bangladesh s'apprêtent à en faire autant. Il existe en Corée un Comité de promotion de l'art et de la culture qui fait fonction de Conseil.

16. Le Centre a également pris contact avec la Birmanie, l'Iran, la Mongolie et la Chine pour les inviter à établir un Conseil national de promotion du livre le plus tôt possible. Certains de ces conseils ont entrepris un effort national très bien concerté afin d'améliorer la situation de l'industrie du livre. D'autres, en revanche, ont besoin d'être réorganisés et renforcés pour devenir plus efficaces. De l'avis de l'Inspecteur, les conseils nationaux devraient s'occuper des textes de lecture, y compris les périodiques, ainsi que de la promotion du livre.

17. Le 29 mars 1969, le Japon a créé le Centre de promotion du livre de Tokyo en tant que division du Centre d'études culturelles d'Asie orientale (Unesco). Ce centre avait essentiellement pour but de coopérer aux activités de promotion du livre des pays d'Asie dans l'esprit des programmes de promotion du livre lancés par l'Unesco dans les pays en voie de développement. Les quatre grands programmes du Centre de Tokyo sont les suivants : (a) organisation de cours de formation sur la production de livres ; (b) étude et création de nouveaux modèles de caractères d'imprimerie pour les lettres non latines utilisées en Asie ; (c) promotion d'un programme de copublication de textes de lecture courante pour les enfants d'Asie ; (d) promotion d'échanges d'informations et de personnels du secteur du livre dans la région./2

E. Budget et programme de travail du Centre

18. Pour ce qui est des crédits budgétaires, les sommes affectées par l'Unesco et le PNUD au Projet relatif aux textes de lecture et au Projet de promotion du livre sont les suivantes :

---

1. En ce qui concerne le fonctionnement et les objectifs des conseils nationaux de promotion du livre, voir l'Annexe I.
2. Pour plus de renseignements sur le Centre de promotion du livre de Tokyo, voir l'Annexe II.

Exercice biennal	Budget ordinaire	Budget AT	Programme AT par pays	Total
	Projet relatif aux textes de lecture			
	$	$	$	$
1955/56	126.423	-	-	126.423
1957/58	100.630	90.040	-	190.670
1959/60	194.300	77.800	-	272.100
1961/62	130.300	160.480	-	290.780
1963/64	167.780	153.500	-	321.280
1965/66	190.100	164.400	24.400	378.900
1967/68	180.000	85.640	-	265.640
	Programme de promotion du livre			
1969/70	162.360	85.200		247.560
1971/72	165.050	92.200		257.250
1973/74	160.490	-		160.490

19. On remarquera qu'en 1961-1962, le Projet relatif aux textes de lecture ne couvrait que la Birmanie, Sri Lanka (Ceylan), l'Inde, le Pakistan et l'Iran, et que les crédits qui lui étaient affectés s'élevaient à 290.780 dollars. En 1971/72, le Projet de promotion du livre portait sur la totalité de l'Asie et ses crédits s'élevaient à 257.250 dollars. Depuis l'arrêt de l'assistance du PNUD au Projet de promotion du livre, en 1973/74, toutes les dépenses du Centre de Karachi sont imputées au budget ordinaire de l'Unesco et ne s'élèvent plus qu'à 160.490 dollars. Sur cette somme, 88.765 dollars couvrent les frais de personnel, ce qui ne laisse que 71.725 dollars pour le fonctionnement et les consultants. La contribution du gouvernement d'accueil s'élève à près de 11.000 dollars.

20. Entre 1969 et 1972, le Centre de Karachi a organisé quatre activités régionales financées sur des fonds d'assistance technique. Ces fonds ont permis de financer des bourses d'étude, des services d'experts, l'établissement de documents de travail, etc. De même, l'expert de la promotion du livre a émargé sur le budget de l'assistance technique de 1969 à 1972. A partir du 1er janvier 1973, le PNUD a cessé d'apporter son concours financier à ces activités régionales, dont les crédits ont donc dû être imputés sur le budget ordinaire. Le PNUD a également cessé de subventionner le poste d'expert et celui-ci a par conséquent dû être supprimé. Depuis 1973, le poste d'assistant de programme inscrit au budget ordinaire a été supprimé et remplacé par des services de consultant de brève durée.

21. Selon le Programme et budget approuvé de l'Unesco pour 1973-1974 (17 C/5, 1201), l'effectif prévu par le Centre est le suivant : un directeur, un adjoint d'administration, deux postes du cadre organique et trois postes de personnel local. Lorsque l'Inspecteur s'est rendu au Centre, il a constaté qu'en plus du directeur, le Centre n'avait qu'un consultant en matière de distribution de livres nommé pour une période de six mois et dont le contrat était déjà terminé. Aucun autre fonctionnaire du cadre organique ne travaillait au Centre, ni sur le terrain. L'Inspecteur estime que, même dans le cas d'un programme de travail limité, il est impératif de pourvoir ces deux postes du cadre organique.

22. Le programme de travail du Centre est décrit par le document susmentionné de la façon suivante : "Le Centre de promotion du livre en Asie de Karachi continuera d'encourager et d'assurer l'application de programmes d'action en faveur du livre en Asie. Il se chargera d'organiser dans la région des cours de formation, des séminaires et des missions consultatives, de faire des recherches et de diffuser des informations sur les activités nationales dans le domaine de l'édition en faisant paraître un bulletin mensuel. En outre, il jouera le rôle de bureau régional en Asie pour le Centre international d'information sur le droit d'auteur de l'Unesco."

23. Le projet de programme pour 1975-1976 couvre également des activités très variées, ce qui ressort du texte pertinent suivant :

"Le Centre de Karachi continuera d'être, dans la région d'Asie, l'instrument d'exécution du programme élargi de l'Unesco pour la promotion du livre. En tant que tel, il donnera des conseils aux Etats membres, sur leur demande, pour les aider à développer leur industrie locale du livre. Une attention particulière sera accordée non seulement au renforcement et au fonctionnement des conseils nationaux existants de promotion du livre, mais aussi à la création de nouveaux conseils, l'objectif étant d'atteindre d'ici à 1978 le nombre de quinze conseils (ainsi qu'il est prévu dans l'Esquisse de plan à moyen terme pour 1973-1978). Le Centre s'attachera à développer une infrastructure professionnelle et à créer des mécanismes de planification. Des cours de formation et des séminaires, à l'intention en particulier du personnel de gestion de niveau élevé des divers secteurs de l'industrie du livre, continueront à être organisés par le Centre. En plus de missions consultatives, le Centre entreprendra des recherches et des études sur les problèmes relatifs au livre et diffusera des informations grâce à la publication de sa Newsletter trimestrielle en anglais. Le Centre continuera à poursuivre les activités qu'il a entreprises à la suite de l'Année internationale du livre et jouera le rôle de bureau régional en Asie pour le Centre international d'information sur le droit d'auteur.

Le Centre maintiendra une étroite coopération avec les organisations internationales telles que le CEAEO, l'UIE, l'ASEAP, etc., ainsi qu'avec le Centre de promotion du livre de Tokyo, les conseils nationaux de promotion du livre et les associations professionnelles de la région."

Chapitre II

EXAMEN DU PROBLEME

A. Evaluation des travaux du Centre

24. L'énumération des principales activités du Centre de Karachi depuis quinze ans (par. 8 et 12), dont la somme est impressionnante, donne à penser que le programme de promotion du livre a eu un puissant impact dans les Etats membres d'Asie. Néanmoins, cet impact n'a pas été aussi marqué qu'il aurait dû l'être.

25. Dans chacun des pays intéressés, la promotion du livre s'est alignée sur les tendances socio-économiques. Dans les pays d'Asie disposant de possibilités économiques, la promotion du livre s'est développée normalement. Tel est le cas de l'Iran, de l'Inde, de Singapour, de la Malaisie et de quelques autres pays. Dans ceux où la situation économique est restée difficile, la promotion du livre n'a guère retenu l'attention. Un participant à la réunion d'experts sur la promotion du livre, tenue à Tokyo en 1972, a clairement décrit la situation : "L'un des principaux problèmes est sans doute celui du financement. Nous avons peu d'argent et un budget extrêmement serré. Quand un pays doit se préoccuper de nourrir sa population, il ne lui reste que peu d'argent à consacrer à la promotion du livre."

26. Ce serait néanmoins une erreur de croire que la situation est la même en 1974 qu'en 1958. Le Centre de Karachi a mené à bien une tâche très importante, celle d'exposer le problème aux gouvernements, de leur faire clairement comprendre les objectifs de l'Unesco et la nécessité urgente d'améliorer la production de manuels, de matériel de lecture et de livres, en tant que partie intégrante du développement socio-économique.

27. En même temps, les activités du Centre en matière de formation ont aidé à constituer un solide noyau d'experts de la planification, de la révision, de la production et de la distribution des livres et du matériel de lecture. Près d'un millier de personnes ont participé aux séminaires et autres activités régionales et nationales patronnées par le Centre./[1]

28. Il n'y a pratiquement aucun pays d'Asie qui n'ait pas les connaissances techniques nécessaires pour produire un matériel de lecture répondant à ses besoins. Ils n'ont peut-être pas les connaissances voulues pour utiliser les imprimeries perfectionnées modernes, mais de toute façon très peu de ces pays en possèdent.

29. Malgré cela, la production des livres est loin d'atteindre (surtout dans les moins avancés des pays en voie de développement de la région), l'objectif minimal fixé à la réunion de Tokyo de 1966 - 80 pages de manuels et autant de pages d'autres livres par personne et par an./[2]

30. Le problème essentiel - sur lequel devraient porter les prochains efforts de l'Unesco - est que les pays les moins développés de la région ont besoin d'urgence d'une aide en ce qui concerne les textes de lecture et la

---

1. Voir Annexe III, Liste des titulaires de bourses de perfectionnement à long et à court terme, et de bourses d'études à court terme.
2. Voir Annexe IV, sur les besoins de l'Asie en matériel de lecture.

promotion du livre. La proportion des jeunes dans leur population va en s'accroissant et, surtout dans la domaine du matériel de lecture, très peu d'efforts sont faits en faveur des nouveaux alphabètes (voir par. 40-42).

31. L'Inspecteur estime qu'il est bon de distinguer entre les manuels, le matériel de lecture à l'usage des nouveaux alphabètes et le développement de la production de livres.

32. La production des manuels est assurée d'une façon plus ou moins satisfaisante dans presque tous les pays d'Asie. Les gouvernements, les organismes d'assistance bilatérale et les institutions privées continuent à jouer un rôle très actif dans ce domaine. On peut considérer que les besoins élémentaires fondamentaux des divers pays sont en voie d'être satisfaits. Ces pays ont surtout besoin, maintenant, d'une aide financière./1

33. En ce qui concerne le matériel de lecture destiné aux nouveaux alphabètes et la production de livres, la situation est différente. Les besoins sont très pressants dans ces deux domaines et surtout dans celui de la production de textes de lecture pour nouveaux alphabètes. On sait fort bien que les jeunes de 12 à 15 ans qui ne continuent pas à lire après avoir quitté l'école retombent dans l'analphabétisme. Quelles mesures les pays d'Asie prennent-ils pour faire face à cette situation ? L'Inspecteur estime qu'ils n'en prennent aucune, tout au moins en ce qui concerne un grand nombre d'entre eux. Il est indispensable que les gouvernements et les institutions de crédit encouragent fortement la production, par des entreprises privées, d'un matériel de lecture simple, attrayant et peu coûteux.

B. Développement du matériel de lecture et promotion du livre

34. Le Centre de Karachi a mis récemment l'accent sur la production de livres. Le Centre de promotion du livre de Tokyo fait de même. L'Inspecteur n'a pu découvrir aucun plan à court, moyen ou long terme relatif à la promotion du matériel de lecture./2 A son avis, les besoins les plus urgents des pays d'Asie concernent donc le matériel de lecture. Il estime aussi que la réorientation opérée en 1968 des activités du Centre qui, de centre de promotion du matériel de lecture en général, est devenu centre de promotion du livre, n'a pas été une mesure heureuse. Elle a limité aux seuls livres l'activité du Centre, qui portait précédemment sur tous les types de matériel de lecture.

35. La résolution 4.222, que la Conférence générale a adoptée à sa quatorzième session (1966), est le dernier document de l'organe législatif de l'Unesco où il soit question de matériel de lecture. Les résolutions adoptées aux quinzième, seizième et dix-septième sessions ne parlent que de la promotion du livre.

36. Cette remarque n'aurait pas de sens si l'on pouvait considérer que le terme "livre" couvre aussi le "matériel de lecture", mais le terme "livre" a été défini par l'Unesco elle-même comme étant une "publication imprimée non périodique, comptant au moins 49 pages, pages de couverture non comprises, éditée et mise à la disposition du public". Une définition mieux

1. L'introduction de matériel audiovisuel à l'école primaire entraînera une réévaluation complète du concept et de la structure des "manuels".
2. Ce qu'on appelle le "Programme commun pour la promotion du matériel de lecture en Asie" mis en oeuvre par le Centre de Tokyo ne concerne que la planification, la mise au point et la publication de livres d'images pour les enfants, dans leur langue nationale.

appropriée est utilisée dans l'Accord de Florence (BTN n° 49.01). Le terme "livre" s'applique aux imprimés présentés sous la forme de volumes, de plaquettes, de brochures d'opuscules et de feuilles volantes.

37. Etant donné que l'expression "matériel de lecture" couvre les livres, plaquettes, brochures, opuscules, etc., ainsi que les publications périodiques - magazines, revues et même journaux quotidiens -, elle convient mieux pour exprimer les besoins des pays d'Asie. La résolution IV.1.4.331 (8e session, 1954) autorisant le Directeur général à "aider les Etats membres à préparer et à produire du matériel de lecture spécialement destiné aux personnes qui viennent d'apprendre à lire" définissait clairement les besoins des pays d'Asie ; ces besoins sont les mêmes en 1974 qu'en 1954.

38. Un matériel destiné à être lu hors de l'école est indispensable pour rendre l'alphabétisation fonctionnelle, assurer l'éducation extrascolaire et donner aux nouveaux alphabètes l'habitude de lire./[1] L'habitude de lire "doit parfois être créée : elle n'est pas toujours innée", comme l'a fait remarquer un éminent spécialiste indien de la promotion du livre. L'éducation extrascolaire "est un domaine plus varié et plus fluide que l'enseignement scolaire" et les moyens utilisés comprennent non seulement les livres et le matériel de lecture en général, mais également divers auxiliaires audiovisuels.

39. L'Inspecteur estime que les pays d'Asie doivent être aidés à promouvoir le livre, mais que leurs besoins les plus urgents concernent le développement du matériel de lecture. Toutes les sortes de textes imprimés peuvent être utilisées pour aider les nouveaux alphabètes à acquérir et à développer en eux l'habitude de lire. Il est même douteux que les livres constituent le meilleur instrument pour atteindre ce but. Les jeunes de douze à quinze ans ont besoin de textes plus distrayants. Même les journaux comportant des rubriques spéciales ou des articles sur l'histoire, le folklore, les contes populaires, etc., adaptés aux jeunes alphabètes pourraient aussi constituer un moyen utile et peu onéreux de répandre l'instruction ; le système de distribution et les lieux de vente des quotidiens pourraient également servir à distribuer et à vendre un matériel de lecture de caractère général.

C. Besoins des pays les moins développés

40. Certains pays d'Asie ont compris cela depuis longtemps et ils ont mis en oeuvre une politique nationale en matière d'édition ; mais certains autres ne possèdent ni les compétences techniques ni les moyens financiers qui leur permettraient d'agir de même. Même en ce qui concerne le processus de promotion du livre, de grandes différences existent entre les divers pays d'Asie. A côté de pays où la planification, la production et la distribution des livres atteignent un niveau très satisfaisant, il en est d'autres où ce niveau est beaucoup trop bas.

41. L'Inspecteur estime que l'Unesco, dont les possibilités financières sont limitées, devrait pour le moment concentrer ses efforts sur l'aide à fournir aux moins avancés des pays en développement de la région. Dans la

---

1. Les participants à la réunion tenue à Tokyo en 1966 ont admis que "les livres de perfectionnement destinés aux nouveaux alphabètes peuvent être en gros divisés en deux catégories, les livres d'intérêt général visant à bien ancrer l'habitude de la lecture, et les ouvrages fonctionnels, conçus pour révéler aux nouveaux utilisateurs les avantages pratiques qu'ils peuvent tirer de la lecture". L'accroissement du nombre des lecteurs a été souvent examiné au cours des séminaires et stages d'études pratiques sur la promotion du livre tenus en Asie.

résolution 9.1 adoptée à sa dix-septième session, la Conférence générale a noté qu'"il est indispensable que les ressources affectées à l'action opérationnelle s'accroissent sensiblement pour faire bénéficier l'ensemble des pays en voie de développement, et surtout les moins favorisés d'entre eux, des progrès scientifiques, techniques et socio-économiques de notre temps"./1 Tant que les ressources consacrées aux activités opérationnelles n'ont pas été augmentées, il faudra s'occuper en priorité des besoins des moins avancés des pays en voie de développement. Le nombre des jeunes dans leur population augmente et rien ou presque n'est fait dans le domaine du matériel de lecture à l'usage des nouveaux alphabètes.

42. Les moins avancés des pays en voie de développement de la région couverte par le Centre de Karachi sont l'Afghanistan, le Bhoutan, le Laos et le Népal. Toutefois, en ce qui concerne la promotion du livre et du matériel de lecture, il faut ajouter à cette liste la Birmanie, le Bangladesh, la Mongolie et la République khmère. Ces pays ont besoin d'une aide en matière de moyens de formation et/ou de moyens d'impression. L'Unesco devrait étudier cette question avec le PNUD et la Banque mondiale. Les autres pays d'Asie ont besoin d'une aide portant sur des problèmes spécifiques, surtout dans le secteur de la production et de la promotion du matériel de lecture pour nouveaux alphabètes.

D. Le Centre de promotion du livre de Tokyo

43. De nombreux pays du continent sont également aidés par le Centre de promotion du livre de Tokyo (voir par. 17). A l'occasion de l'Année internationale du livre, ce Centre, en coopération avec la Commission nationale japonaise pour l'Unesco et l'Association des éditeurs japonais, et avec l'aide de l'Unesco, a organisé une réunion d'experts sur la promotion du livre en Asie, qui a eu lieu du 3 au 13 juillet 1972. Le but de cette réunion, comme il est indiqué dans son rapport, était de passer en revue les progrès accomplis depuis la réunion de Tokyo de 1966 et de fixer les objectifs concrets à atteindre à la fin des années 1970 en matière de promotion du livre dans les pays d'Asie, ainsi que les mesures à prendre pour les atteindre, à tous les niveaux - national, régional et international./2

44. Le Centre de Tokyo rend de grands services aux pays d'Asie ; il est bien géré et dispose de fonds importants. Néanmoins, il est clair que certaines de ses activités, notamment en matière de formation, font double emploi avec celles du Centre de Karachi.

E. Coordination entre les deux Centres

45. L'Inspecteur a examiné, avec l'aide de nombreux spécialistes asiatiques de la production de livres et de fonctionnaires ou de personnalités privées de différents pays, les moyens d'éviter les chevauchements - et le gaspillage d'argent et d'efforts qui en résulte - entre les programmes des deux Centres. Deux lignes d'action ont été suggérées : (a) opérer une sorte de "division du travail" entre les deux institutions, chacune s'occupant de certains aspects définis de la promotion du livre, comme la planification, la mise au point

---

1. Voir aussi la résolution 3036 (XXVII) de l'Assemblée générale, les résolutions 1726 (LIII), 1753 et 1754 (LIV), du Conseil économique et social, etc., qui demandent qu'on aide en priorité les pays les moins développés. Voir aussi les résolutions du CNUCED III.
2. Voir Annexe V - Rapport d'activité et plan futur concernant les objectifs nationaux en matière de promotion du livre à atteindre d'ici à 1980.

rédactionnelle, la publication, la distribution, etc.; ou (b) confier à chaque centre le soin de mettre au point des programmes sur la production de livres et de matériel de lecture dans une région déterminée d'Asie.

46. L'Inspecteur estime que les livres sont des "entités culturelles" et qu'il est pratiquement impossible qu'un centre soit chargé de former du personnel en matière de mise au point de textes, de distribution de livres, etc., tandis qu'un autre s'occuperait de former du personnel pour la planification, la publication, etc. La planification, la mise au point, l'impression et la distribution des livres et du matériel de lecture se font logiquement suite et supposent l'intégration de valeurs culturelles et économiques.

47. L'Inspecteur a appris avec soulagement que les fonctionnaires du Centre de Tokyo étaient également partisans d'une répartition géographique. En conséquence, l'Unesco devrait étudier de façon approfondie la possibilité d'assigner une région du continent asiatique au Centre de Karachi et une autre au Centre de Tokyo.

48. Le développement du matériel de lecture et la promotion du livre font partie d'un programme à long terme d'éducation permanente. L'Inspecteur pense qu'il faudrait créer dans un pays de l'Asie occidentale un solide Centre Unesco, recevant un soutien financier substantiel du gouvernement d'accueil. Ce Centre pourrait être créé pour dix ans. Son programme de travail devrait être axé principalement sur la production de matériel de lecture pour nouveaux alphabètes dans les moins avancés des pays en voie de développement de la sous-région, étant entendu que la notion de "moins avancés" ne s'applique ici qu'aux livres et au matériel de lecture. De l'avis de l'Inspecteur, il conviendrait que ce Centre soit installé en Iran, pour des raisons économiques et culturelles.

49. Le soutien financier que l'Unesco accorde au Centre de Tokyo devrait avoir le même objet : financer des programmes de promotion du livre et du matériel de lecture à l'intention des jeunes gens sortis de l'école dans les pays les moins avancés de l'Asie orientale.

50. Mises à part leurs tâche prioritaires, les Centres pourraient s'entendre pour exécuter des programmes à l'échelle de la région.

51. Il doit être entendu, de l'avis de l'Inspecteur, que les conseils et services d'experts fournis aux divers pays devront se situer sur le plan national. Dans chaque pays, un Conseil national de promotion du livre, ou un organisme analogue, devrait être chargé de formuler la demande d'assistance technique.

F. Une conception intégrée de la planification de la promotion du livre

52. L'Inspecteur a été frappé par le fait que la Conférence générale a répété sa déclaration selon laquelle la formulation de programmes nationaux de promotion du livre devrait être intégrée à la planification économique et sociale d'ensemble. C'est en effet, de l'avis de l'Inspecteur, la seule façon de promouvoir efficacement le livre et le matériel de lecture dans les pays en voie de développement.

53. L'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont approuvé une vingtaine de recommandations et de résolutions demandant aux organismes des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux Commissions économiques régionales d'utiliser ".. une conception unifiée de l'analyse et de la planification

du développement qui intégrerait complètement les éléments économiques et sociaux dans la formulation des politiques et des programmes sur les plans national et international"./[1]

54. Le Secrétaire général des Nations Unies, dans son rapport sur l'activité de l'Organisation en 1972, a déclaré : "... Il apparaît clairement depuis quelque temps que notre conception des problèmes des pays en voie de développement doit changer. La distinction entre progrès économique et progrès social est peut-être même devenue un obstacle à une action effective. Dans nombre de pays, la pauvreté et le chômage massif sont si généralisés et ont un effet si aigu sur l'équilibre social qu'ils constituent par eux-mêmes un obstacle à de nouveaux progrès. Il n'est plus possible de partir de l'hypothèse qu'un secteur moderne en expansion finira par absorber toute la population et réussir à lui assurer des normes de vie décentes. Il faut au contraire s'attaquer de front à la misère, au chômage, au mauvais état de santé et au manque d'instruction dont souffrent ces populations."

55. Très peu de gens aujourd'hui ne comprennent pas encore la différence fondamentale qui existe entre la croissance et le développement économiques. Dans l'avant-propos de la Décennie des Nations Unies pour le développement (E/3613), il est clairement dit que : "Nous commençons à comprendre... que le développement vise non seulement à satisfaire les besoins matériels de l'homme, mais encore à améliorer ses conditions de vie en société et à répondre à ses aspirations en général. Le développement n'est pas simplement synonyme de croissance économique ; c'est une croissance économique accompagnée de transformations".

56. Le but de l'Unesco - obtenir l'intégration des programmes nationaux de promotion du livre à la planification économique et sociale d'ensemble - ne peut être atteint, de l'avis de l'Inspecteur, que si des spécialistes, de la planification sociale, surtout dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'habitation, participent activement à la planification du développement du pays ou de la région. Tous les organismes qui s'occupent de questions sociales devraient participer activement à la planification de tous les grands programmes de développement établis par le système des Nations Unies, et notamment de la programmation par pays du PNUD. L'alphabétisation fonctionnelle représente un premier pas vers une conception unifiée./[2]

G. La promotion du livre et le développement des bibliothèques

57. En lisant les Actes de la Conférence générale, l'Inspecteur s'est aperçu qu'en plusieurs occasions des délégués avaient souligné la nécessité d'une liaison étroite entre les efforts relatifs à la production et à la distribution de textes de lecture pour nouveaux alphabètes et le programme de l'Unesco en matière de bibliothèques. L'Inspecteur est pleinement d'accord avec ces délégués sur la nécessité d'une étroite collaboration entre les responsables des deux

---

1. Résolution 2.681 (XXV) de l'Assemblée générale. On trouvera la liste des principales références relatives à une conception unifiée du développement dans le document JIU/REP/73/1 (E/5430) intitulé : Rapport sur la capacité des commissions économiques régionales pour une conception unifiée du développement.
2. La Commission économique pour l'Europe a tenu en avril 1974 un séminaire sur les problèmes que pose la coordination entre la planification d'ensemble de l'économie et les programmes du secteur de l'habitation. Il faudrait organiser des séminaires analogues sur l'éducation et la santé.

programmes. Néanmoins, très peu de choses ont été faites dans ce sens. Le programme du Centre de Karachi et le programme de l'Unesco sur le développement des bibliothèques en Asie sont exécutés tout à fait indépendamment l'un de l'autre./1

58. Dans la brochure de l'Unesco intitulée "Des livres pour tous - un programme d'action", il est également déclaré qu'il faut "intégrer planification des bibliothèques et promotion du livre dans le cadre de programmes nationaux globaux", et qu'outre les livres, les bibliothèques devraient contenir des périodiques, des journaux, des films, des diapositives, des disques, des enregistrements magnétiques, des bandes vidéo, etc.. Mais la remarque la plus importante, de l'avis de l'Inspecteur, est celle-ci : "les bibliothèques ne doivent pas être simplement des centres de conservation de la culture ; elles doivent devenir des foyers d'animation culturelle et servir de cadre à des expositions, des conférences et des débats".

59. L'Inspecteur partage entièrement cette opinion. De plus, il estime que le concept traditionnel de la "bibliothèque-musée" a besoin d'être modernisé et adapté aux besoins des pays en voie de développement. Plus que toute autre chose au monde, les bibliothèques des pays en voie de développement doivent être des "institutions vivantes".

60. Même l'emploi du terme "bibliothèque" est contesté par l'Inspecteur. Ce dont ces pays ont le plus grand besoin, en tant que moyen de donner aux jeunes alphabètes l'habitude de la lecture, c'est de "centres de lecture" accueillants et d'accès facile. Les bibliothèques effraient les jeunes - et aussi beaucoup d'adultes. Fondamentalement, il s'agit d'un processus éducatif qui doit être amorcé dès l'enseignement primaire. Chaque école devrait posséder une petite salle, où les élèves pourraient aller lire et emprunter des textes de lecture - de lecture récréative, s'entend. Le maître devrait y envoyer ses élèves aussi souvent que possible. Il n'importe guère que les livres, les magazines, les bandes dessinées soient perdus ou rapidement usés. Le bibliothécaire professionnel doit résister à la tendance qui le pousse à tenir les livres hors de portée du lecteur, afin de les conserver. Et plus l'école et le village sont pauvres, plus ils ont besoin de centres de ce genre. Le maître lui-même pourrait servir de bibliothécaire après ses heures de classe.

H. La promotion du livre et le programme d'éducation de l'Unesco

61. Le développement du matériel de lecture et la promotion du livre devraient également être intimement liés aux programmes d'éducation de l'Unesco. Pourtant, il n'existe encore aucune relation de ce genre entre le Centre de Karachi et le Bureau régional pour l'éducation de Bangkok./2 L'Inspecteur se demande si la structure verticale de l'Unesco ne constitue pas un obstacle à toute approche multidisciplinaire du problème de la promotion des activités culturelles en général. L'absence de communication, l'absence d'information, l'absence de coordination, l'absence d'une approche intégrée, etc., tout cela s'oppose fortement à l'adoption de mesures positives.

---

1. Les relations entre la promotion du livre et le développement des bibliothèques ont été également soulignées dans maintes réunions régionales organisées par le Centre de Karachi. Voir à ce sujet les paragraphes 21 et suivants du rapport final de la Réunion d'experts sur la planification de l'industrie du livre en Asie, tenue à Singapour en 1968.
2. On a laissé entendre à l'Inspecteur qu'au moins dans un pays, l'Indonésie, un expert Unesco/PNUD de la promotion du livre travaille indépendamment du Centre de Karachi.

I. La pénurie de papier

62. L'Inspecteur reconnaît qu'il n'était pas au courant de la pénurie critique de papier d'impression dans le monde entier et notamment en Asie. L'Unesco, la FAO et la CEAEO attirent l'attention des gouvernements des pays d'Asie sur ce point depuis des années./1 Dans sa résolution finale, la Conférence de Tokyo sur le développement des industries de la pâte et du papier en Asie et en Extrême-Orient (1960) patronnée conjointement par la CEAEO et la FAO, considérant que la production de papier en Asie et en Extrême-Orient aura probablement augmenté de 11 millions de tonnes en 1975, mais que même cette augmentation serait loin de pouvoir répondre aux besoins fondamentaux de la région en matière de papier pour l'industrie et la culture, a invité le Directeur général de la FAO, le Secrétaire exécutif de la CEAEO et le Directeur général de l'Unesco, à renforcer et à coordonner leurs programmes relatifs à la pâte et au papier, afin de servir plus efficacement les Etats de la région.

63. Tous les pays visités par l'Inspecteur souffrent d'une pénurie très aiguë de papier d'impression. Dans l'un d'eux les périodiques ont déjà été supprimés et même les journaux "quotidiens" ne paraissaient que deux ou trois fois par semaine. Dans un autre, l'Inspecteur a été informé que les imprimeries ne travaillaient qu'à 20 % de leur capacité, de crainte de manquer très rapidement de papier. Tous les pays ont beaucoup de peine à trouver des fournisseurs à l'étranger. Le plus important de la région, le Japon, qui exportait du papier il y a peu de temps, est maintenant importateur net de papier d'impression. Au Bangladesh, la production de papier n'a pas augmenté dernièrement, au contraire. Les pays d'Asie ont besoin d'une assistance technique et financière pour utiliser à plein leurs ressources naturelles pour la production de papier d'impression.

64. Les participants à la réunion de Tokyo de 1966 avaient affirmé : "Il faut considérer d'un point de vue régional, et non mondial, les problèmes relatifs au papier d'impression. Actuellement, pour les pays de la région, ces problèmes résultent non pas d'une pénurie internationale de papier, mais d'un manque de devises, ce qui entraîne des restrictions dans les achats de papier à l'étranger. D'autre part, la production locale de papier à livre est insuffisante." Ce problème n'a pas été examiné à fond au cours de la seconde réunion de Tokyo, en 1972. L'Inspecteur estime néanmoins qu'en 1974, la situation est totalement différente. Les pays d'Asie ne souffrent pas d'un manque de devises à proprement parler (même lorsqu'ils ont de gros problèmes financiers), mais de la pénurie d'approvisionnement en papier d'impression. L'Inspecteur a également appris que certains pays souffrent d'une pénurie aiguë même lorsqu'ils sont prêts à le payer comptant.

---

1. Voir le rapport de la FAO reproduit dans le document Unesco/BOOKDEV/21 ; le rapport de la CEAEO reproduit dans le document Unesco/BOOKDEV/17 ; les Actes de la Conférence sur le développement des industries de la pâte et du papier en Asie et en Extrême-Orient, patronnée conjointement par la CEAEO et la FAO et tenue à Tokyo en 1960 ; le rapport de l'Unesco au Conseil économique et social, 1972 ; les Actes du Comité consultatif FAO de la pâte et du papier ; les Actes de la Conférence asiatique NU/CEAEO sur l'industrialisation (Manille, 1965), etc. Le Conseil économique et social a également demandé à la FAO de "poursuivre ses travaux en faveur de la promotion des industries du papier, notamment dans les pays en voie de développement" (résolution sur l'Année internationale du livre, 1972).

65. Les pays en voie de développement se heurtent aux mêmes difficultés dans le monde entier. La pénurie de papier constitue un frein très puissant au processus de l'éducation, aux programmes relatifs au matériel de lecture et à la promotion du livre, ainsi qu'à la planification du développement d'ensemble des pays en voie de développement. D'autre part, dans les pays développés, on constate un gaspillage des moyens d'impression. Des milliers de tonnes de papier sont utilisés pour une propagande commerciale dont la valeur éducative ou intellectuelle est nulle. L'Inspecteur estime que l'Unesco devrait étudier les moyens d'améliorer la situation dans les pays en voie de développement, en collaboration avec d'autres organisations du système des Nations Unies, y compris la Banque mondiale.

RECOMMANDATIONS

A. A l'Unesco

1. L'Inspecteur estime que le premier devoir de l'Unesco, aux termes de son Acte constitutif, est d'aider les Etats membres à pourvoir à leurs besoins dans le domaine de l'éducation, et surtout de l'enseignement primaire. En conséquence, l'Unesco devrait continuer d'aider les pays d'Asie à développer leur matériel de lecture pour nouveaux alphabètes et à promouvoir le livre, en considérant comme prioritaire la première de ces tâches (paragraphes 24, 25, 26, 27, 30, 31, 33, 34, 38 et 39).

2. L'Unesco devrait encourager la création dans chaque pays de centres nationaux de promotion du livre - étant entendu que ces centres s'occuperaient aussi du matériel de lecture à l'usage des nouveaux alphabètes. Des institutions nationales de ce genre sont indispensables pour fonder sur des bases solides une industrie nationale du livre, comme l'ont reconnu toutes les conférences régionales de l'Unesco sur la promotion du livre (paragraphes 14, 15, 16 et 51).

3. L'Unesco devrait pour le moment concentrer son assistance sur les pays les moins développés d'Asie en tenant compte de leurs besoins en matière de promotion du livre. Ces pays sont l'Afghanistan, le Bangladesh, la Birmanie, le Bhoutan, le Laos, la Mongolie, la République khmère et le Népal. L'Unesco devrait élaborer des programmes à court et à moyen termes visant à aider ces pays (paragraphes 40, 41 et 42).

4. L'Unesco devrait établir un programme interdisciplinaire à long terme intégrant la promotion du livre, le développement de bibliothèques ou de salles de lecture et l'éducation, surtout au niveau de l'école primaire (paragraphes 57, 58, 59, 60 et 61).

5. L'Unesco devrait envisager, en tenant compte des contraintes financières et des problèmes techniques et pratiques, la possibilité d'aider les pays d'Asie en matière de promotion du livre sur une base sous-régionale (paragraphes 44, 45, 46 et 47).

6. L'Unesco devrait entrer en pourparlers avec un pays de l'Asie occidentale à même d'accorder une aide financière importante et disposé à le faire en tant que pays d'accueil, en vue de créer dans cette partie de l'Asie une institution faisant pendant au Centre de Tokyo (paragraphes 45, 46, 47 et 48).

7. Le Centre de promotion du livre de Tokyo, qui reçoit une aide financière de l'Unesco mais ne fait pas partie de son Secrétariat, devrait être chargé de la promotion du livre dans les pays d'Asie orientale conformément au programme de l'Unesco dans ce domaine (paragraphes 17, 43 et 49).

8. Les activités du Centre de Karachi, pendant les années à venir et jusqu'à la création d'un autre centre sous-régional, devraient être renforcées par la création d'au moins deux nouveaux postes d'experts, afin (a) d'aider les pays à créer des conseils nationaux de promotion du livre ou des institutions analogues, et (b) d'aider les pays les moins développés de la région à promouvoir le livre, et surtout à produire des textes de lecture extrascolaire pour nouveaux alphabètes (paragraphes 14, 15, 16, 21, 30, 33, etc.).

B. A l'Unesco et à certaines autres organisations du système des Nations Unies

9. L'Unesco, le PNUD, l'OMS et la CEAEO devraient aider les Etats membres à établir des plans intégrés et complets de développement socio-économique, comprenant des dispositions de caractère humanitaire relatives à l'éducation, à la santé et au logement. L'introduction de programmes d'alphabétisation fonctionnelle dans les plans de développement serait un moyen de répondre au désir de la Conférence générale et du Conseil économique et social de voir appliquer au développement une "conception unifiée" (paragraphes 52, 53, 54, 55 et 56).

10. L'Unesco, la FAO, la CEAEO, l'ONUDI et la Banque mondiale devraient conjuguer leurs efforts afin : (a) d'éviter le gaspillage de papier d'impression dans certains pays développés à un moment où les pays en voie de développement ont un si grand besoin de papier de ce genre, et (b) d'accroître la production de papier d'impression dans l'ensemble du monde (paragraphes 62, 63, 64 et 65).

C. A la CEAEO

11. La CEAEO devrait aider les pays d'Asie à développer leur potentiel industriel en matière de production de textes de lecture et de livres, étant donné que l'ensemble de la région est un "vaste marché non exploité".

ANNEXE I

Les projets de recommandations du Séminaire régional à l'intention des secrétaires exécutifs des conseils nationaux de promotion du livre (New Delhi, décembre 1973) résument les attributions de ces conseils comme suit :

"LE CONSEIL :

.....

7. Un conseil national de promotion du livre doit être créé dans tous les pays de la région où il n'en existe pas encore, pour coordonner toutes les activités d'édition et pour conseiller l'Etat et d'autres organismes sur la planification et la promotion de l'infrastructure de l'industrie nationale du livre dans le contexte des besoins généraux du pays.

8. Les pays qui n'ont pas encore de véritable conseil de promotion du livre mais qui ont un organisme remplissant certaines des fonctions d'un tel conseil doivent réorganiser cet organisme pour qu'il accomplisse, soit exclusivement, soit entre autres choses, les fonctions d'un conseil national de promotion du livre.

9. Lorsqu'un conseil de ce genre fonctionne déjà depuis longtemps, il est évidemment nécessaire d'en réviser la composition, les attributions et les activités, compte tenu de l'évolution rapide de la situation de l'industrie du livre, tant dans le pays qu'à l'extérieur, afin de le réactiver et de le rajeunir de temps à autre.

10. Bien que la structure, la composition et la nomenclature des conseils nationaux de promotion du livre puissent évidemment varier d'un pays à l'autre en fonction des besoins et de la situation propres à chaque Etat membre, il n'en reste pas moins qu'il est urgent et légitime qu'un organisme central de coordination assure la promotion d'une industrie du livre vigoureuse et viable dans chacun des pays en voie de développement.

11. Les principales tâches d'un conseil national de promotion du livre consistent à fixer les objectifs et les priorités de l'industrie du livre dans le contexte des besoins d'ensemble du pays, à stimuler et coordonner la publication et l'utilisation des livres de telle sorte qu'ils deviennent des outils efficaces du développement national et à incorporer les plans de promotion du livre dans la planification générale du développement national.

12. Ces objectifs peuvent être atteints au moyen d'activités diverses qui peuvent varier tant en genre qu'en degré d'un pays à l'autre, mais qui aboutiront inévitablement à une production ou une distribution accrue de livres et à l'élargissement du public de lecteurs. Le Conseil doit déterminer quelles sont les lacunes qui existent dans différents domaines de l'industrie du livre et stimuler l'accroissement équilibré de cette industrie dont la structure est complexe.

13. Le conseil doit être largement représentatif de la communauté du livre d'une part, et des départements et ministères intéressés d'autre part. Il doit aussi comprendre quelques intellectuels éclairés qui ont une vue objective des problèmes de l'industrie du livre, sans y avoir d'intérêts personnels, et qui aideront à éliminer tout déséquilibre dans la composition et toute prolifération éventuelle de la bureaucratie dans son fonctionnement.

14. Le conseil national de promotion du livre ne doit pas être un organisme d'édition. C'est une institution de promotion du livre, bien qu'il puisse entreprendre la publication de revues techniques, d'ouvrages de référence, de bibliographies choisies, de répertoires de l'industrie du livre et de manuels pour la formation de personnel spécialisé en la matière pour promouvoir ses propres objectifs.

15. Le conseil national de promotion du livre, ou le ministère intéressé dans les pays où il n'y a pas de conseil, doit créer et renforcer des associations professionnelles nationales des différents secteurs de l'industrie du livre, afin qu'il y ait une discipline et une organisation appropriées dans chacun de ces secteurs, condition nécessaire au bon fonctionnement de tout conseil de promotion du livre.

16. Le président du conseil doit être une personnalité haut placée, ayant un excellent bagage intellectuel et connaissant bien les complexités de l'industrie du livre. Outre un secrétaire exécutif ou directeur placé à la tête du secrétariat du conseil, celui-ci doit aussi avoir un vice-président possédant les qualifications voulues et l'autorité appropriée pour présider les réunions du comité exécutif du conseil et des comités permanents qui pourraient être constitués pour en assurer le fonctionnement quotidien.

17. Un conseil national de promotion du livre ne peut être un organe efficace que s'il possède des pouvoirs financés et exécutifs suffisants. Le gouvernement doit donc créer ou réorganiser ou reconstituer cet organisme en tant qu'institution autonome ayant un secrétariat et un personnel technique réguliers et de lui donner les moyens financiers voulus.

18. Les ressources financières régulières du conseil doivent lui venir principalement de l'Etat, sous forme d'une subvention annuelle renouvelable, ainsi que des associations nationales représentées en son sein sous la forme de contributions. Des fondations éducatives et culturelles et des organisations internationales pourraient fournir au conseil une aide financière si celle-ci est souhaitable et sollicitée.

19. L'existence ou la création d'un Conseil national de promotion du livre ne suffira pas à elle seule à résoudre les problèmes que pose la promotion du livre dans le pays, à moins qu'il n'existe une solide industrie nationale du livre qui puisse servir d'infrastructure au conseil.

Les grandes lignes du projet de statuts d'un conseil national de promotion du livre, établies par le Centre de Karachi, sont les suivantes :

"GRANDES LIGNES D'UN PROJET DE STATUTS
D'UN CONSEIL NATIONAL DE PROMOTION DU LIVRE

Note : Il est évident que tout conseil de ce genre, tel que l'Unesco l'envisage dans son Programme de promotion du livre, doit être fait "sur mesure" d'après la situation dans chaque pays. Il s'agit donc simplement ici d'un guide indiquant les problèmes à résoudre et dans certains cas, suggérant comment ils pourraient l'être. Dans chaque pays, il faudra ajouter certains éléments à ce projet ou en retrancher et en modifier d'autres.

Préambule

Le Conseil national de promotion du livre de ... est créé dans le cadre de la législation de ..... en tant qu'institution à but non lucratif chargée de coordonner et de stimuler les activités de l'Etat et des organismes du secteur privé relatives à la promotion de l'industrie du livre de... , afin que des livres de tous genres en plus grand nombre et de meilleure qualité soient mis à la disposition des lecteurs de tous âges dans le pays à un prix aussi bas que possible.

Article I : Objectifs

1. Réunir les différents groupes, tant publics que privés, qui s'occupent des problèmes de l'industrie du livre pour qu'ils se rendent mieux compte de ces problèmes et des apports de tous autres secteurs du domaine du livre.

2. Formuler des plans et des politiques concernant la promotion de l'industrie du livre et les soumettre à l'Etat et aux associations privées en tant que moyen d'assurer la coordination des efforts de tous les intéressés.

3. Appuyer et renforcer les associations de l'industrie du livre s'il en existe et insister pour qu'il en soit formé si elles n'existent pas encore.

4. Encourager l'établissement et le maintien de normes professionnelles techniques et morales d'un niveau élevé dans tous les secteurs de l'industrie du livre.

5. Créer et favoriser des habitudes de lecture de livres dans tous les groupes d'âge.

6. Appuyer et encourager les enquêtes et les recherches sur les problèmes relatifs au livre.

7. Améliorer la qualité du travail dans tous les secteurs de l'industrie du livre en favorisant l'organisation d'institutions permanentes de formation, de cours de formation, de séminaires et de réunions consacrés aux divers aspects de cette industrie.

8. Amener les organismes qui s'occupent du développement économique et social national à reconnaître l'importance de l'industrie du livre du fait qu'elle fournit les instruments essentiels de l'éducation, pierre angulaire du développement de tout pays.

9. Rester en contact avec des organismes analogues d'autres pays de la région ainsi qu'avec les institutions internationales et professionnelles qui s'occupent du développement de l'industrie du livre, afin de recevoir et de fournir à la fois une aide pour le développement des industries du livre de la région.

Article II : Composition

1. Liste des membres possibles : le conseil grouperait des représentants (à un niveau élevé) du ministère de la Planification nationale, du ministère de l'Education, du ministère de l'Information, du ministère des Finances, du ministère du Commerce et/ou de l'Industrie, de la Bibliothèque nationale, de l'Imprimerie d'Etat, de l'Association des éditeurs, de l'Association

des écrivains, de l'Association des imprimeurs, de l'Association des libraires, de l'Association des bibliothécaires, de la Commission nationale pour l'Unesco et d'autres associations, tant publiques que privées, qui ont un rapport direct avec l'industrie du livre.

2. Chaque organisation choisit ses délégués, soit ès qualités, soit par voie d'élection.

3. La durée du mandat de chaque délégué est fixée par l'organisation qu'il représente.

Article III : Organisation du Conseil

1. Le Conseil - est composé des délégués de toutes les organisations membres du Conseil.

2. Le Comité exécutif - est composé du Président, du Vice-Président, et du Secrétaire exécutif du Conseil, ainsi que de quatre membres élus par le Conseil plénier.

3. Le Secrétariat - est composé d'un secrétaire exécutif et du personnel nécessaire, rémunérés par le Conseil et responsables devant lui par l'intermédiaire du Comité exécutif. Le Secrétaire exécutif est choisi par le Comité exécutif, sous réserve de l'approbation du Conseil. Les autres membres du personnel sont choisis par le Secrétaire exécutif et nommés aux postes approuvés par le Comité exécutif.

4. Les comités spéciaux - sont désignés par le Conseil ou par le Comité exécutif en vue d'accomplir des tâches spéciales. Ils bénéficient d'une aide en personnel du Secrétariat, mais ils font rapport à l'organisme qui les a désignés.

Article IV : Réunions

1. Le Conseil plénier - tient des réunions régulières deux à quatre fois par an.

2. Le Comité exécutif - tient des réunions régulières six à douze fois par an.

3. Réunions spéciales - Comité exécutif, à la demande du Secrétaire exécutif et de deux membres du Comité. ou de quatre membres du Comité. Conseil, à la demande de 25 % de ses membres, y compris au moins un membre du Comité exécutif.

Article V : Finances

1. Le budget ordinaire est financé par les organismes gouvernementaux membres du Conseil.

2. Le budget ordinaire est financé également par les institutions du secteur privé membres du Conseil.

3. L'appui nécessaire pour des activités spéciales est demandé aux membres ci-dessus mentionnés ainsi qu'à d'autres sources telles que fondations, organisations internationales, institutions d'aide bilatérale et particuliers.

4. Un rapport financier est soumis tous les ans par le Secrétaire exécutif au Conseil par l'intermédiaire du Comité et plus souvent s'il le faut.

Article VI : Fonctions et activités du Conseil

1. Coordonner la planification - en soumettant des documents consultatifs aux organismes gouvernementaux et aux associations du secteur privé.

2. Assurer la promotion du livre - au moyen de "Foires du livre", de semaines du livre et de la bibliothèque, de la publicité, etc.

3. Information - enquêtes sur les besoins en livres, sur les habitudes de lecture, etc., communications de presse sur les activités d'édition, bulletins d'information à l'intention des membres du Conseil et à d'autres instances du domaine du livre.

4. Réglementation - normalisation des codes de déontologie, communication des transgressions, action en justice, si possible contre les contrevenants au droit d'auteur et à d'autres lois concernant l'industrie du livre.

5. Amélioration - en encourageant et en organisant des services et cours de formation et des séminaires ayant pour objet de relever le niveau professionnel à tous les stades de l'industrie du livre.

Article VII : Dispositions relatives à la modification des présents statuts"

ANNEXE II

Le Centre de promotion du livre de Tokyo a été créé en 1969 par la Commission nationale japonaise pour l'Unesco en coopération avec l'Association japonaise des éditeurs de livres. Il fait partie intégrante de la Division de la promotion du livre du Centre culturel de l'Asie pour l'Unesco. Le programme de travail de cette Division pour 1970-1973 s'établit comme suit :

"Programmes et activités de la Division de la promotion du livre

Les programmes de la Division de la promotion du livre font suite à ceux du Centre de promotion du livre de Tokyo, qui avait été créé le 20 mars 1969 et doté de la personnalité morale, avec une donation personnelle de dix millions de yens de M. Shoichi Noma (président, à l'époque, de l'Association japonaise des éditeurs de livres.

Le Centre avait pour objectif essentiel de coopérer avec les pays d'Asie dans leurs activités de promotion du livre, en s'inspirant des programmes de promotion du livre lancés par l'Unesco dans les pays en voie de développement. Au cours des deux années qui ont suivi sa création, il a obtenu des résultats remarquables, centrés sur quatre programmes principaux, à savoir : (1) organisation de cours de formation sur la production de livres en Asie ; (2) étude et création de nouveaux modèles de caractères d'imprimerie pour les lettres non latines utilisées en Asie ; (3) promotion d'un programme de copublication de textes de lecture courante pour les enfants d'Asie ; (4) promotion d'échanges d'informations et de personnels du secteur du livre, dans la région. Sur la base des excellents résultats obtenus par le Centre, la Division de la promotion du livre doit accélérer ses activités et enrichir encore ses programmes. Ces programmes et activités sont succinctement exposés ci-après.

1. Programmes de commémoration de l'Année internationale du livre

1.1 Organisation d'une réunion d'experts sur la promotion du livre en Asie

Pour commémorer l'AIL, qui a été marquée en 1972 dans le monde entier conformément à une résolution adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa seizième session, le Centre culturel de l'Asie pour l'Unesco et le Centre de promotion du livre de Tokyo ont organisé une réunion d'experts qui s'est tenue du 3 au 10 juillet 1972 au Keidanren Kaikan, à Tokyo.

Cette réunion avait pour objet de passer en revue les progrès réalisés en matière de promotion du livre dans les différents pays d'Asie depuis la réunion d'experts tenue à Tokyo en 1966, et de fixer les buts concrets à y atteindre dans ce domaine pendant les années 70. Les participants ont aussi étudié les mesures effectives à prendre pour traduire ces buts dans les faits à chaque niveau - national régional et international.

Ont participé à cette réunion seize experts et dix-neuf conseillers techniques de quinze Etats asiatiques membres de l'Unesco, deux représentants de l'Unesco, vingt-six observateurs, dont des représentants d'organisations intergouvernementales telles que l'ONU, la FAO et l'OIT, ainsi que des observateurs d'Etats membres de l'Unesco d'autres régions - Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni et URSS.

Les questions suivantes étaient inscrites à l'ordre du jour : (1) programme de production de textes de lecture courante pour la région d'Asie ; (2) problèmes du droit d'auteur en matière de promotion du livre ; (3) création de conseils nationaux de promotion du livre ; (4) programmes de formation et (5) activités de l'AIL.

Il y a été décidé que le Centre continuerait à favoriser le Programme de promotion de textes de lecture courante en Asie en faisant fonction de centre de production pour ledit programme et organiserait aussi l'envoi d'une équipe mobile d'experts en matière de livres. Pour le premier point, le Centre doit organiser, au cours de l'exercice 1973 la première réunion du Comité de planification et de mise au point rédactionnelle du Programme de promotion de textes de lecture courante dans la région de l'Asie. En ce qui concerne le deuxième point, le Centre a organisé au cours de l'exercice 1973 une équipe mobile composée de cinq experts recrutés sur le plan international et chargés de dispenser une formation sur place dans le domaine des techniques de production du livre, ce en se fondant sur les besoins et la situation du pays visité.

1.2 Organisation d'un séminaire spécial sur la production de livres en Asie.

A la suite de la réunion ci-dessus mentionnée, le Centre a organisé un séminaire spécial du 11 au 13 juillet 1972 au siège de l'Association japonaise des éditeurs de. livres, afin d'évaluer les cinq cours de formation qui avaient eu lieu sur la production de livres en Asie.

La majorité des quatorze personnes qui ont participé à cette réunion en tant que conseillers techniques étaient d'anciens stagiaires. Une large place y a été faite à un débat, qui a suivi les rapports individuels, sur la façon dont ces stagiaires avaient utilisé les connaissances et les techniques acquises aux cours de formation et sur la façon de rendre plus efficace le futur cours de formation. Ce débat approfondi a reflété les grands efforts déployés par les participants en faveur de la promotion du livre dans leurs pays respectifs, malgré les multiples difficultés et obstacles qu'ils rencontrent. Le Centre doit utiliser au mieux les suggestions et informations des délégués pour réviser le programme d'études du cours de formation qui sera tenu ultérieurement.

1.3 Organisation d'une exposition sur les manuels scolaires et les livres pour enfants dans la région d'Asie.

Le Centre a organisé cette exposition concurremment avec la réunion d'experts qui s'est tenue au Keidanren Kaikan, Tokyo, du 3 au 10 juillet 1972. Quelque sept cents exemplaires de livres illustrés pour enfants et de manuels scolaires destinés aux petites classes de seize pays y ont été présentés, donnant aux visiteurs une bonne occasion d'observer la situation actuelle de la production de livres dans les pays d'Asie et de se faire une idée de la multiplicité des écritures qui y sont employées.

Des expositions ont aussi eu lieu dans d'autres grandes villes : Nagasaki, Khumamoto, Kagoshima, Kesennuma, Tsu, Toyama, etc.

2. Programmes de recherches et d'enquêtes :

2.1 Coopération pour la création de modèles de caractères d'imprimerie pour les lettres non latines, utilisées en Asie et fabrication de matrices.

2.1.1 Mise au point des caractères d'imprimerie thaïs

En réponse à la demande pressante qui lui avait été faite par l'Unesco pour qu'il coopère avec des pays d'Asie à la mise au point de nouveaux modèles de caractères d'imprimerie pour les lettres non latines, le Centre a commencé par les caractères d'imprimerie thaïs.

Cette année, le Centre a mis au point, grâce à une coopération de spécialistes thaïs et japonais, de nouveaux modèles de caractères d'imprimerie gras (Unesco/T1) de vingt-quatre points, et leurs matrices ont été fondues pour être offertes au gouvernement thaïlandais. Il est prévu que ces nouveaux caractères d'imprimerie, venant s'ajouter aux petits caractères (Unesco-T1) de 19.5 points et aux caractères italiques (Unesco-T1) de 19,5 points, dont l'élaboration a été terminée au cours des années précédentes, composeront les nouvelles séries de caractères d'imprimerie qui serviront à imprimer les manuels scolaires destinés aux petites classes de l'école primaire.

2.1.2 Mise au point de caractères d'imprimerie laotiens

A la demande du ministère laotien de l'Education et en étroite coopération avec lui, le Centre met au point depuis l'an dernier une série de nouveaux modèles de caractères d'imprimerie pour les lettres laotiennes en vue de l'impression des manuels pour l'école primaire. En partant du modèle original dessiné par le personnel du Centre de production de matériel du ministère laotien de l'Education et en coopération avec ce personnel, les spécialistes japonais membres de l'Association japonaise de typographie ont créé les premiers modèles de caractères d'imprimerie de cette nouvelle série, qu'on a appelés les petits caractères (Unesco-L1) de 24 points. Des matrices de ces caractères ont été fondues et offertes au gouvernement laotien, en mars 1973, par l'intermédiaire de l'ambassade du Laos au Japon.

2.1.3 Mise au point de caractères d'imprimerie khmers

A partir de l'exercice en cours, le Centre a également entrepris, en réponse à une demande du ministère khmer de l'Education, un programme de coopération analogue au précédent concernant les lettres khmères.

Afin d'amorcer la coopération avec les spécialistes khmers, le Centre a invité, en novembre 1972, M. Loch Phleng, secrétaire général de l'Institut national de khmérisation, pour qu'il fasse des conférences sur la culture et la langue khmères et pour examiner avec les membres du Centre un plan et un calendrier détaillés de la mise au point des caractères d'imprimerie. Un dessinateur khmer sera invité à travailler avec les spécialistes japonais en 1973.

2.2 Envoi de spécialistes chargés d'étudier la situation actuelle de l'édition en Asie.

En vue d'étudier les conditions qui règnent dans le domaine de l'édition dans les pays d'Asie, et en réponse à des demandes touchant

l'activité future du Centre, notamment en ce qui concerne le rassemblement de données et d'informations nécessaires pour l'étude des modèles de caractères d'imprimerie et la copublication de textes de lecture courante en Asie, le Centre envoie chaque année des spécialistes dans les pays d'Asie.

Pendant l'exercice 1972, le Centre a envoyé deux spécialistes pour une période de quatorze jours dans la République khmère, au Laos et à Sri Lanka ; ils étaient accompagnés d'un fonctionnaire du Centre.

3. Programme de copublication de textes de lecture courante dans les pays d'Asie

La Réunion d'experts sur la production et la distribution de livres en Asie organisée par l'Unesco en 1966 à Tokyo, a étudié notamment le grave problème que pose l'extrême pénurie d'ouvrages d'intérêt général, et particulièrement de livres d'images pour les enfants dans beaucoup de pays d'Asie. Aussi, le Centre a-t-il demandé qu'on commence à appliquer en Asie un Programme de production de textes de lecture courante, qui a pour objectif d'assurer la copublication de livres d'images pour enfants qui, grâce à une production en grande série, soient peu onéreux et de bonne qualité et de développer ainsi la compréhension et l'amitié internationales chez les enfants d'Asie.

Le Centre a eu aussi pour but de créer un système coopératif groupant les organismes d'édition des pays d'Asie.

A titre de stade préparatoire, des réunions de spécialistes de la planification de textes de lecture courante en Asie se sont tenues à Tokyo en août 1970 et en juillet 1971 ; y ont assisté quatorze spécialistes asiatiques des livres pour enfants. A la suite de ces réunions, il a été décidé qu'il fallait s'occuper en premier lieu des livres d'images pour enfants de moins de 12 ans, le thème de ces livres touchant aux sciences humaines, à la culture et aux sciences. Les délégués ont également reconnu la nécessité de créer un organisme central de coordination chargé d'assurer l'exécution du projet tout entier, ainsi que des institutions nationales correspondantes dans les pays participants.

A la deuxième réunion, le Centre a proposé qu'on fasse paraître des publications expérimentales qui donneraient une image et une idée précises du projet, tout en aidant à repérer les difficultés techniques du processus même d'édition et d'impression. Cette suggestion a été approuvée à l'unanimité. Les textes échantillons, choisis d'après l'avis des participants aux deux réunions, sont "Taro and His Friends" (Taro et ses amis) et "About Blood" (Le sang), tous deux publiés par la maison d'édition Fukuinkan-Shoten de Tokyo.

Grâce à l'aide et à la coopération actives des commissions nationales pour l'Unesco des pays participants et grâce au plein appui de la maison d'édition ci-dessus, la publication expérimentale de ces deux titres a été achevée le 30 juin 1972 en quatorze langues nationales de pays d'Asie, et appelée "Publication commémorative de l'Année internationale du livre". Ces ouvrages ont été distribués, à des fins de référence, aux délégués de la Réunion d'experts sur la planification de l'industrie du livre en Asie, si bien que ceux-ci ont fortement insisté pour que l'exécution du programme se poursuive avec l'aide de l'Unesco.

Le Centre a offert cinq cents exemplaires de chacun de ces ouvrages aux pays participants, par l'entremise de leurs commissions nationales pour l'Unesco ou de leurs organismes nationaux chargés de l'exécution du projet de textes de lecture courante.

Les pays participants et leur langue sont les suivants :

Afghanistan (dari), Corée (coréen), Inde (hindi), Indonésie (indonésien), Iran (persan), République khmère (khmer), Laos (laotien), Malaisie (malais), Népal (népalais), Pakistan (ourdou), Philippines (philippin), Sri Lanka (sinhala), Thaïlande (thaï) et Viêt-nam (vietnamien). (L'Afghanistan n'a participé qu'à l'exécution de l'ouvrage intitulé "Le sang").

Ces publications expérimentales ont obtenu le prix de l'"Association japonaise des éditeurs de livres", dans la section des langues étrangères, au Concours du meilleur livre.

4. Programmes de liaison et d'échanges

4.1 Publication de l'"English Newsletter"

L'"English Newsletter" (bulletin mensuel en anglais, 210 mm x 297 mm, 24 pages, 1.000 exemplaires), paraît depuis 1969. Son objet est de donner des renseignements sur la situation de l'édition dans les pays d'Asie, d'échanger des informations et de maintenir le contact entre les gens qui exercent des activités de publication dans la région d'Asie ; en 1972 ont paru les numéros 1 à 4 du Volume IV.

Les correspondants nationaux, qui sont désignés par le Centre et qui doivent signaler les faits récents concernant les activités d'édition dans leurs pays respectifs, contribuent grandement à faire de la "Newsletter" une intéressante source d'informations.

4.2 Services rendus à des spécialistes de l'édition dans la région d'Asie

Recevant de nombreux visiteurs qui exercent des activités d'édition dans les pays d'Asie, le Centre leur a rendu divers services, les mettant en rapport avec des spécialistes japonais et leur permettant de procéder à des observations dans certaines entreprises pertinentes.

4.3 Achat de livres et de matériel sur l'édition

Le Centre a acheté des livres anglais et japonais et d'autre matériel, surtout pour servir de référence aux stagiaires qui suivent les cours de formation.

4.4 Réception de publications de l'Unesco

Dans le cadre de l'accord conclu avec l'Unesco, le Centre reçoit, depuis 1970 un exemplaire de chacune des publications de l'Organisation (livres) en anglais. Cette année, il a reçu 28 titres d'ouvrages. Le Centre a également eu la chance de se voir offrir, sur intervention spéciale de M René Maheu, directeur général de l'Unesco, toutes les publications de l'Unesco qui avaient été exposées dans le bâtiment où s'est tenue en mai, à Tokyo, la troisième Conférence internationale sur l'éducation des adultes.

(Source : "Asian Cultural Centre for Unesco, Its Organization and Activities", 1972.4 - 1973.3).

ANNEXE III

LISTE DE TITULAIRES DE BOURSES DE PERFECTIONNEMENT A LONG TERME ET A COURT TERME ET DE BOURSES D'ETUDES A COURT TERME/1

AFGHANISTAN

Bourses de perfectionnement à long terme

1963-1964 - M. M.O. Najand, membre du Département de l'éducation de base au ministère de l'Education, Kaboul

- M. M.A. Farighi, coordonnateur de la revue Irfan, Département de la compilation et de la traduction, Kaboul.

Bourses de perfectionnement à court terme

1969 - Mlle Aziza Aziz, éditrice, Kaboul

1970 - M. Abdullah Raufi, Presse de l'éducation, ministère de l'Education, Kaboul.

1971 - M. Din Mohd, Muztar, Presse de l'éducation, ministère de l'Education, Kaboul.

1972 - M. Khalid Popal, ministère de l'Education, Kaboul.

- M. M.H. Nahez, Institut Baihaki de publication de livres, Kaboul.

1973 - M. Mohd. Shah Wasef Bakhtary, ministère de l'Education, Kaboul.

Bourses d'études à court terme

1963-1964 - M. A.G. Ahmady, Imprimerie nationale, Kaboul.

- M. F.M. Montazir, directeur des programmes de l'enseignement primaire, Kaboul.

*BANGLADESH :

Bourses de perfectionnement à long terme

1955-1958 - M. Muslim Chaudhry, Dacca.

- M. Riazul Islam, Dacca.

1961-1962 - M. A.H.F. Rabbi, fonctionnaire adjoint au service de la publication et des ventes, Académie du Bangladesh, Dacca.

1965-1966 - M. H.A. Akon, secrétaire adjoint de l'Office de l'enseignement moyen et secondaire, Dacca.

---

1. Cette liste ne comprend pas les participants à la réunion de 1972 à Tokyo.

* Le Bangladesh, anciennement Pakistan oriental, a accédé à l'indépendance en 1971 et est devenu Etat membre de l'Unesco en 1972.

Bourses de perfectionnement à court terme

1969 - M. M. Nasir Ali, Nowrose Kitabistan, Dacca.

- M. N. Mahmood, Green Book House Ltd., Dacca.

1970 - M. Abdul Mannan Chowdhury, Programmes Franklin du livre, Dacca.

1973 - Sardar Jainuddin, Centre national du livre du Bangladesh, Dacca.

Bourses d'études à court terme

1959-1960 - M. M.I. Ali, secrétaire de l'Académie du Bangladesh, Dacca.

- M. Ghulam Mostafa, poète et écrivain, Dacca.

1961-1962 - M. A.K. Hussain, bibliothécaire adjoint à la Bibliothèque publique centrale du Pakistan oriental, Dacca.

1963-1964 - Sardar Jainuddin, Centre national du livre, Dacca,

1965-1966 - M. Syed Ali Ahsan, directeur de l'Académie du Bangladesh, Dacca.

REPUBLIQUE DE CHINE

Bourses de perfectionnement à court terme

1970 - M. Fang-Kai Chen, Département de l'administration des publications, Taïwan.

- M. Kwang-chung Tseng, Département de l'administration des publications, Taïwan.

1971 - M. Yu-ing Chu, Département de l'administration des publications, Taïwan.

BIRMANIE

Bourses de perfectionnement à long terme

1955-1958 - U Hla Maung, Rangoon.

- U Harry Aung, Rangoon.

1959-1960 - U Doe, directeur de la commercialisation à l'Institut Sarpay Beikman, Rangoon.

1961-1962 - U Tin Myint, directeur de l'Institut Sarpay Beikman, Rangoon.

- U Sein, illustrateur, Maison d'édition, Shumawa, Rangoon.

Bourses d'études à court terme

1961-1962 - U Kywe, directeur adjoint de la commercialisation à l'Institut Sarpay Beikman, Rangoon.

1959-1960 - U Tin Myint, directeur de l'Institut Sarpay Beikman, Rangoon.

- U Net, directeur par intérim des ventes, Librairie de l'Institut Sarpay Beikman, Rangoon.

COREE

Bourses de perfectionnement à court terme

1970 - M. Jong Tae Lee, Mun-ho Publishing Co., Séoul.

- M. Chang Soo Choi, Yosan Publishing Co., Séoul.

1971 - M. Jae Shik Min, vice-président de la Sisayongo-sa Publishing Co ; Séoul.

1972 - M. Ick Hyung Liu, président de la Panum Book Co., Séoul.

1973 - M. Chi Ho Lew, consul pour la presse et la culture, Consulat général de la République de Corée, New Delhi.

INDE

Bourses de perfectionnement à long terme

1955-1958 - M. Kul Bhushan

- M. R.V.S. Murti

- M. Koushish

1959-1960 - M. Dina Nath Malhotra, Hind Pocket Books (Pvt.) Ltd., Delhi.

1961-1962 - M. O.P. Arora, Directeur, Rajkamal Prakashan, Delhi.

- Mme A. Krishnaswamy, fonctionnaire de l'Education, ministère de la Recherche scientifique et des Affaires culturelles, New Delhi.

1965-1966 - M. U.K. Mallaya, directeur de production, National Book Trust, New Delhi.

- M. P. Biswas, artiste, Children's Book Trust, New Delhi.

- M. G.S.R. Gumalla, Secrétaire du Southern Languages Book Trust, Madras.

Bourses d'études à court terme

1959-1960 - M. S.K. Thamba, directeur de production, Southern Languages Book Trust, Madras.

- M. Ketkar

1965-1966 - M. K.S. Duggal, secrétaire du National Book Trust of India, New Delhi.

- M. T.V. Kunhi Krishnan, fonctionnaire d'administration, Southern Languages Book Trust, Madras.

- M. Dina Nath Malhotra, directeur du Hind Pocket Books (Pvt.) Ltd., Delhi.

Bourses de perfectionnement à court terme

1969 - M. Ugra Nand Jha, Conseil national de la recherche et de la formation pédagogiques, New Delhi.

- M. M.A. Krishnamachary, National Book Trust, New Delhi.

- M. M.L. Gavankar, The Book Centre Pvt. Ltd. Bombay.

- M. Krishnamurti G.K., attaché à l'Andhra Pradesh Book Distributors, Secunderabad.

1970 - M. S. Bakshi, Direction de l'éducation, Calcutta.

- M. D.G. Gadkary, Jaico Publishing House, Bombay.

- M. B.V. Singaracharya, Southern Languages Book Trust (Trust des livres en langues méridionales), Madras

Titulaires de bourses de perfectionnement désignés par le gouvernement hôte (Inde) sans qu'il en coûte rien à l'Unesco.

- M. K.B. Taneja, Division de la promotion du livre, ministère de l'Education, New Delhi.

- M. S. Malhotra, Rajpal and Sons, Delhi.

- M. S.D. Gera, Delhi Bureau of Textbooks, Delhi.

- M. G.P. Singh, Division des publications, ministère de l'Information et de la Radiotélévision, New Delhi.

- M. Jeevan Nayak, ministère de l'Education, New Delhi.

- M. S. Balu Rao, Sahitya Akademi, New Delhi.

- M. Krishan Kumar, Indian Council of Agricultural Research, New Delhi.

- M. M.D. Gupta, ministère de l'Education, New Delhi.

- Mlle D. Savitri, M. Seshachalam and Co., Madras.

- M. Prem Singh, Indian Council of Social Science Research, New Delhi.

- M. Chandra P. Saikia, secrétaire du Conseil des publications, Assam.

- M. S.K. Ghai, Asian Publishers, Jullundur City.

1971 - M. B.S. Naik, Contrôleur de la production de manuels scolaires, Bombay.

- M. M. Primlani, Oxford and IBH Publishing Company, New Delhi.

1972 - M. K.S. Duggal, directeur du National Book Trust, New Delhi.

1972 - M. P.C. Sharma, conseiller adjoint en matière d'éducation, ministère de l'Education, New Delhi.

1973 - M. P.C. Sharma, conseiller adjoint en matière d'éducation, ministère de l'Education, Nex Delhi.

Observateurs désignés par le pays hôte (Inde), sans qu'il en coûte rien à l'Unesco.

- Dr L. Bhattacharya, directeur par intérim du National Book Trust, New Delhi.
- M. Madan Gopal, codirecteur de la direction des publications, ministère de l'Information et de la Radiotélévision, New Delhi.
- M. W.H. Patwardhan, secrétaire, Federation of Publishers and Booksellers Assn., New Delhi.

INDONESIE

Bourses de perfectionnement à court terme

1971 - M. S.S. Hutabarat, directeur adjoint du Centre de rédaction des manuels scolaires, Bandung.

1972 - M. Hilman Madewa, Bendungan Hilir, Djakarta.

- M. Sunindyo, Département de l'Education et de la Culture, Djakarta.

- M. A.S. Nasution, chef de l'Organisme pour le développement des bibliothèques, Djakarta.

- M. Hazil Tanzil, IKAPI, Djakarta.

1973 - M. M. Hutauruk, vice-président de l'IKAPI, Djakarta

IRAN :

Bourses de perfectionnement à long terme

1959-1960 - M. A.A. Ardikari, Département des publications, ministère de l'Education, Téhéran.

1961-1962 - M. A.J. Araghi, enseignant, Téhéran.

- M. D.A. Ahmad, conseiller auprès de l'Office de l'enseignement secondaire, Téhéran.

- M. F. Ardalan, secrétaire général de la Commission nationale iranienne, Téhéran.

1965-1966 - M. F. Jahanshahi, ministère de l'Education, Téhéran.

- Mme F. Vaziri, ministère de l'Education, Téhéran.

- M. Ismail Sa'adat, Centre de préparation de textes de lecture, c/o ministère de l'Education, Téhéran.

Bourses de perfectionnement à court terme

1969 - M. A. Sepehri, Centre de traitement du livre, Téhéran.

1970 - M. A. Heidari, Kharazmi Publishing Co., Téhéran.

1971 - M. A.K. Toussi, directeur adjoint de l'Organisation chargée des manuels scolaires, Téhéran.

1972 - M. N. Darya-Bandari, Programmes Franklin du livre, Téhéran.

1972 - M. Iraj Afshar, directeur de la Bibliothèque centrale et du Centre de documentation, Téhéran.

1973 - M. A. Heidary, Kharazmi Publishing Co., Téhéran.

Bourses d'études à court terme

1961-1962 - M. Hoshang A'alam, Bibliothèque nationale, Téhéran.

- Mlle F. Minou, Téhéran.

- M. Akbar Shakerin, Téhéran.

1963-1964 - M. H. Bani-Adami, bibliothécaire, Téhéran.

1965-1966 - M. J. Behravesh, directeur des publications et des bibliothèques, ministère de la Culture et des Belles-Lettres, Téhéran.

- M. Iraj Jahanshahi, président du Centre de textes de lecture pour nouveaux alphabètes, Téhéran.

REPUBLIQUE KHMERE

Bourses de perfectionnement à court terme

1971 - M. Loeuk Rasy, Commission nationale khmère pour l'Unesco, Phnom Penh.

1972 - M. Ly Sinn, Secrétaire général adjoint du Comité national de khmérisation, Phnom Penh.

- M. Chann Pech, président de la Commission nationale khmère pour l'Unesco, Phnom Penh.

1973 - M. Loeuk Rasy, secrétaire général adjoint de la Commission nationale khmère pour l'Unesco, Phnom Penh.

LAOS

Bourses de perfectionnement à court terme

1971 - M. Sang Seunsom, directeur du Centre de production de matériels, ministère de l'Education, Vientiane.

1973 - M. Sang Seunsom, directeur du Centre de production de matériels, ministère de l'Education, Vientiane.

JAPON

(Les représentants énumérés ci-après ont été envoyés aux frais du Centre de promotion du livre de Tokyo, sans qu'il en coûte rien à l'Unesco)

1971 - M. Kanichi Hayashi, directeur de la publication de livres, Kodansha Publishers Ltd., Tokyo.

1972 - M. Shigeo Minowa, directeur des Editions de l'Université de Tokyo, Tokyo.

- M. Ryoji Ito, directeur général du Centre culturel de l'Asie pour l'Unesco, Tokyo.
- Mme Toshiko Murai, Chef de la Section de la Promotion du livre, Centre culturel de l'Asie pour l'Unesco, Tokyo.

MALAISIE

Bourses de perfectionnement à long terme

1965-1966 - M. Theam Hock Ooi, c/o ministère de l'Education, Kuala Lumpur.

Bourses de perfectionnement à court terme

1969
- M. K.A. Bhanudevan, Longmans Malaysia Sdn. Berhad, Kuala Lumpur.
- M. Andrew Chin, United Publishers Services Sdn. Berhad, Kuala Lumpur.
- M. Omar bin Mohamad Shariff, fonctionnaire de la commercialisation, Kuala Lumpur.

1970
- M. Hasan bin Ahmad, Dewan Bahasa dan Pustaka, Kuala Lumpur.
- M. R.N. Menon, Rayirath Publications, Kuala Lumpur.

1971 (Bourses de perfectionnement octroyées par le pays hôte (Malaisie), sans qu'il en coûte rien à l'Unesco.)
- M. Francis Lee Che Kok, directeur exécutif, Anthonian Store, Sdn. Bhd., Kuala Lumpur.
- M. Ghazali Yunus, président de l'Association des éditeurs de livres de Malaisie, Kuala Lumpur.
- M. R.N. Menon, Rayirath Publications, Kuala Lumpur.
- M. Mahfudz bin Haji Abdul Hamid, Dewan Bahasa dan Pustaka, Kuala Lumpur.
- M. Mohd. Zain bin Bahari, Dewan Bahasa dan Pustaka, Kuala Lumpur.
- M. Masood bin Abdul Rashid, Dewan Bahasa dan Pustaka, Kuala Lumpur.
- Mlle Philomena Ng Soo Ching, Bibliothèque nationale de Malaisie, Kuala Lumpur.
- Mme Molina S. Nijhar, maître de conférences auprès des services de bibliothéconomie, Petaling Jaya.
- M. Mustapha bin Haji Mohd, Hashim, Kementerian Pelajaran Malaysia, Kuala Lumpur.
- M. Kam Thean Aun, Editions de l'Université de Malaisie, Kuala Lumpur.

1972
- M. Ghazali Yunus, président de l'Association des éditeurs de livres de Malaisie, Kuala Lumpur.
- M. Vijesurier, directeur, Panther Books, Kuala Lumpur.

1972 - M. M. Sockalingam, chef de la section des manuels scolaires, ministère de l'Education, Kuala Lumpur.

1973 - M. Yusof bin Mydin, secrétaire exécutif de la Commission nationale pour l'Unesco, Kuala Lumpur.

Bourses d'études à court terme

1965-1966 - M. Syed Ahmad bin Ali, président de l'Association des bibliothécaires, Kuala Lumpur.

NEPAL

Bourses de perfectionnement à long terme

1963-1964 - M. D.B. Chitrakar, Centre de production de matériel d'enseignement, Kathmandou

- M. M.D. Bhattari, Organisation du matériel d'enseignement, Kathmandou.

1965-1966 - Mlle A. Sijapati, chargée de recherches, ministère de l'Education,. Kathmandou.

- M. J. Rajbhandari, chef de la Division de la production, Organisation du matériel d'enseignement, Kathmandou.

- M. R.K. Sharma, Sahayogi Prakashan and Press, Kathmandou.

Bourses de perfectionnement à court terme

1969 - M. S.S. Guvaju, Centre de production de matériel d'enseighement de Janak, Kathmandou.

1970 - M. M.B. Shrestha, Educational Enterprises Pvt. Ltd., Kathmandou.

1971 - M. K.P. Aryal, Centre de production de matériel pédagogique de Janak, Bhaktapour.

1972 - M. N.R. Padhye, ministère de l'Education, Kathmandou.

- M. A.L. Pradhan, ministère de l'Education, Kathmandou.

1973 - M. B.L. Shrestha, Centre de matériel d'enseignement de Janak, Kathmandou.

Bourses d'études à court terme

1963-1964 - M. S.N. Adikari, bibliothécaire en chef p.i., Kathmandou.

- M. N.M. Basnyat, ministère de l'Education, Kathmandou.

- M. B.N. Tewari, Nepali Bahasa Prakasini Samity, Kathmandou.

- M. L.P. Upadhyay, Sahayogi, Prakashan, Kathmandou.

- M. D.M. Pradhan, Naya Nepal Prakashan Mahabouddha, Kathmandou.

- M. N.B. Shrestha, Kathmandou.

- M. R.P. Shrestha, Kathmandou.

- M. T.P. (Sharma) Neupane, Kathmandou.

PAKISTAN

Bourses de perfectionnement à long terme

1955-1958 - M. I.H. Sulamani, Lalamusa.

- M. Aziz Ahmad, Karachi.

1959-1960 - M. Jamiluddin Aali, secrétaire exécutif de la Pakistan Writers' Guild, Karachi.

1961-1962 - M. Tajuddin Ahmad Allies Book Corps, Karachi.

1965-1966 - M. M.A. Khan, Office des manuels scolaires du Pakistan occidental, Lahore.

- M. Ibne Insha, Centre national du livre du Pakistan, Karachi.

Bourses de perfectionnement à court terme

1969 - M. Mahmood Hasan, Ferozsons Ltd., Lahore.

- M. Syed Zakir Shah, West-Pak Publishing Co., Ltd. Lahore.

Bourses de perfectionnement supplémentaires octroyées auxdits titulaires par le pays hôte (Pakistan), sans qu'il en coûte rien à l'Unesco.

- M. Sharif-ud-din, Central Board of Urdu Development, Lahore.
- M. Jaffar Moin, American Books Subscription Agency, Karachi.
- M. B. Rustomji, Karachi Education Society, Karachi.
- M. D. Noorani, Pakistan Law House, Karachi.
- M. Mohd. Muss, Iqbal Book Depot, Karachi.
- M. I. Usman, Paradise Book Stall, Karachi.
- M. Mohd. Naqi, Section des acquisitions de l'Université de Karachi, Karachi.
- M. Iqbal Ahmad, Librairie de l'Université, Karachi.
- M. Hassan Ahmad, Département des publications de l'Université de Karachi.
- M. Safaraz Ahmad, Secrétaire adjoint du West Pakistan Textbook Board, Lahore.
- M. M. Suleman Akhtar, superintendant des publications (techniques), West Pakistan Textbook Board, Lahore.
- M. Abdul Qayyum Saggu, Centre national du livre du Pakistan, Karachi.

1970 - M. Siraj-ud-din Zafar, Ferozsons Ltd., Karachi.

1971 - M. Abdul Qayyum, Ferozsons Ltd., Peshawar Cantt.

1972 - M. Shams Quraeshi, Mackwin and Co., Karachi.

- M. Syed Zakir Shah, West-Pak Publishing Co, Lahore

- M. Ibne Insha, Centre national du livre du Pakistan, Karachi.

- Dr M.A. Bhatti, ministère de l'Education, Islamabad.

Bourses d'études à court terme

1963-1964 - M. Ibne Insha, Centre national du livre du Pakistan, Karachi.

1961-1962 - M. Ulistan, Karachi.

1965-1966 - M. Niaz Ahmad, président de l'Association des éditeurs et libraires, Lahore.

- M. Ibne Insha, directeur, Centre national du livre, Karachi.

- (Suppléante) Mme Satnam Mahmood, écrivain et pédagogue, Lahore.

PHILIPPINES

Bourses de perfectionnement à court terme

1970 - M. Alberto S. Florentino, Quezon City

1972 - Dr Clodoaldo H. Leocadio, Département de l'Education, Manille

- M. E. Villacorta, Association philippine des éditeurs de livres pédagogiques, Manille

- M. M.L. Agustin, Bureau of Printing, Manille

- M. A.C. Cruz, Bibliothèque nationale, Manille

- Mme C. Agcaoilli, Association des bibliothécaires philippins, Manille

- Atty. Jose N. Francisco, Association des imprimeurs philippins, Manille

- Mme C.S.C. Alabado, PANAMA, Inc., Quezon City.

Bourses de perfectionnement octroyées par le pays hôte (Philippines) sans qu'il en coûte rien à l'Unesco.

1973 - Mme C. Agcaoilli, Association des bibliothécaires philippins, Manille.

SINGAPOUR

Bourses de perfectionnement à court terme

1970 - M. N.T.S. Chopra, Chopmen Enterprises, Singapour

1971 - M. John Isaacs, McGraw-Hill Far Eastern Publishers Ltd., Jurong

1972 - M. Raymond Yuen, 32-A, Tiong Poh Road, Singapour

- M. Michael Goh, Directeur de la SPCK Bookshop, Singapour

1973 - Mme H. Anuar, directrice de la Bibliothèque nationale, Singapour.

SRI LANKA

Bourses de perfectionnement à long terme

1955-1958 - 2 bourses de perfectionnement -

(1) Formation aux méthodes et techniques de préparation d'essai et d'évaluation de textes de lecture pour nouveaux alphabètes.

(2) Méthodes d'organisation et de fonctionnement des maisons d'édition.

(Une de ces bourses mentionnées a été octroyée à M. S. Wanigatunga).

1959-1960 - M. de Alwis Gunawardane, Publications Dept. Associated Newspapers of Ceylon, Colombo.

1961-1962 - M. K.G. Amaradasa, secrétaire général, Sri Lanka Sahitya Mandalaya (National Book Trust), Colombo.

- M. K.L. Tissa, professeur au Collège des beaux-arts, Colombo.

1963-1964 - M. B.N. Jayawardhana, directeur des publications, Saman Publishers Ltd., Colombo.

1965-1966 - M. V.L.C. Walatara, Colombo.

- M. R.D.K. Jayawardhana, Colombo.

1965-1966 - M. S. Dissanayake, Colombo.

- M. K. Jayatilake, écrivain, Colombo.

Bourses d'études à court terme

1959-1960 - M. K.G. Amaradasa, secrétaire du National Book Trust, Colombo.

1961-1962 - M. N.D. Wijesekera, commissaire au Département des langues officielles, Colombo.

- M. W.D.E. Bastian, Bastian and Co, Colombo.

1965-1966 - M. T.B. Weerakone, secrétaire du National Book Trust, Colombo.

Bourses de perfectionnement à court terme

1969 - M. H. Matara Arachchi, Département des publications pédagogiques, Colombo.

1970 - M. S. Hewakapuge, IPB Printers, Colombo.

1971 - M. W.A. Jayawardhana, Département des publications pédagogiques, Colombo.

Bourses de perfectionnement octroyées par le pays hôte (Sri Lanka) sans qu'il en coûte rien à l'Unesco.

1972 - M. U.K. Silpadasa, Colombo
- M. K. Jayatilake, Colombo.
- M. H. Matara Arachchi, Département des publications pédagogiques, Colombo.
- M. D.S. Weerasuriya, Colombo.
- M. Mervyn Herath, Hansa Publishers Ltd., Colombo.
- M. B.N. Jayawardhana, Lotte.
- M. W. Samarakone, Dehiwala.
- M. S.C. Sivagurunathan, Jaffna
- M. Lionel Lokuliyana, Panadura

1972 - Dr K. Sivathamby, Département des études tamoules et dravidiennes, Nugegoda.

1973 - M. T.G. Piyadasa, membre du Comité exécutif du NBDC de Sri Lanka, Colombo.

THAILANDE

Bourses de perfectionnement à long terme

1963-1964 - M. C. Dipayagasorn, Département des beaux-arts, ministère de l'Education, Bangkok.
- Mme S. Prabhasawat, ministère de l'Education, Bangkok.

1965-1966 - Mme Pranee Nagvajara, secrétaire du Sous-Comité pour la production de textes de lecture, Bangkok.
- M. V. Sunksuwan, propriétaire du Pramuan Sarn Book Centre, Bangkok.
- Mlle N. Indageha, secrétaire exécutive de l'Association des bibliothécaires thaïlandais, Bangkok.
- M. C. Jittidecharaks, Suriwongs Book Centre, Bangkok

Bourses de perfectionnement à court terme

1969 - Mlle Pratheaung Sangajuntara, Suksapan Panit, Bangkok.

1971 - M. Tongsook Katerojna, Division des manuels scolaires, Département des techniques pédagogiques, Bangkok

1972 - Mlle Lamiad Limaksorn, Suksapan Panit, Bangkok.
- M. Tongsook Katerojna, Division des manuels scolaires, Département des techniques pédagogiques, Bangkok.

1973 - M. Charoon Vongsayanha, directeur général du Département des techniques pédagogiques, Bangkok.

Bourses d'études à court terme

1963-1964 - Mlle O. Tangvibulpanya, Bibliothèque nationale, Bangkok.
- Mlle S. Aswa-Ampywong, Centre national thaïlandais de documentation, Bangkok.

1965-1966 - Khunying Dusdi Malakul, président du Comité culturel, Commission nationale thaïlandaise pour l'Unesco, Bangkok.

- Mme Pranee Nagvajara, secrétaire du Sous-Comité pour les nouveaux alphabètes, Département de l'enseignement professionnel, Bangkok.
- M. Kamthorn Sathirakul, Suksapan Panit, Bangkok.

VIET-NAM

Bourses de perfectionnement à cour terme

1971 - M. Nguyen-Trung-Nguon, directeur du Centre des matériels pédagogiques, Saïgon.

1972 - M. Ho Lien Bien, directeur adjoint du Centre des matériels pédagogiques, Saïgon.

1973 - M. Nguyen-Trung-Nguon, directeur du Centre des matériels pédagogiques, Saïgon.

ANNEXE IV

Besoins des pays asiatiques en matériel de lecture et en livres :

Tableau 21. Besoins de la région en livres éducatifs pour les jeunes non scolarisés de 13 à 25 ans - 1970, 1975, 1980/1

(en milliers)

	1970	1975	1980
Total de la population non scolarisée âgée de 13 à 15 ans	55.570	58.045	54.989
Nombre approximatif de membres du groupe qui n'ont pas fait cinq années d'études complètes	55.570 - 80 % = 11.114	58.045 - 90 % = 5.805	négligeable
Nombre minimal de manuels d'alphabétisation nécessaires en "cahiers" (à raison de 10 "cahiers" par élève)	111.140	58.050	néant
Quantité minimale de matériel de lecture nécessaire pour la postalphabétisation, en "cahiers" (à raison de 15 "cahiers" par élève)	166.710	87.075	néant

1. On a tenu compte des livres nécessaires pour les moniteurs d'alphabétisation, les agents de vulgarisation et les bibliothèques spécialisées.

Tableau 22. Besoins en livres éducatifs pour la population de la région âgée de 16 ans et plus - 1970, 1973, 1980.

(en milliers)

	1970	1975	1980
Total de la population âgée de 16 ans et plus	581.810	651.310	747.770
Pourcentage du groupe touché par la campagne d'alphabétisation/1	25% de 581.810 145.452	15% de 651.310 97.696	5% de 747.770 37.288
Quantité minimale de manuels d'alphabétisation nécessaire, en "cahiers" (à raison de 10 "cahiers" par élève)	1.454.520	976.960	373.880
Quantité minimale de matériel de postalphabétisation nécessaire, en "cahiers" (à raison de 15 "cahiers" par élève)	2.181.780	1.465.440	560.820

1. On a tenu compte (a) des livres destinés aux moniteurs d'alphabétisation, aux agents de vulgarisation et aux bibliothèques spécialisées, et (b) de la rentrée dans le cycle d'alphabétisation de personnes qui avaient déjà suivi ce genre de cours mais étaient redevenues analphabètes.

Source des tableaux 21 et 22 : Unesco, la promotion du livre en Asie, 1967.

Tableau récapitulatif

Quantité de livres nécessaire pour atteindre les objectifs du Modèle de développement de l'éducation pour l'Asie (Chiffres provisoires)/1

	Nombre annuel de livres par personne				Nombre annuel de livres pour la totalité de la population de la région			
	Moyenne 1962-1964				Moyenne 1962-1964			
	(nombre de pages de livres)				(en milliers de "cahiers")/2			
Education scolaire	45,2 (évaluation de la production effective : 14,0/3)	58,2	67,6	76,3	2.570.750 (évaluation de la production effective : 791.132/3)	3.884.611	5.123.780	6.547.157
Campagne d'alphabétisation et de postalphabétisation	2,8 (évaluation de la production effective : 2,0)	19,7	11,3	3,7	159.250 (évaluation de la production effective : 113.018)	1.304.716	862.508	311.566
Nombre total de livres "strictement éducatifs"	48,0 (évaluation de la production effective : 16,0)	77,9	79,0	80,0	2.730.000 (évaluation de la production effective : 904.150)	5.189.327	5.986.288	6.857.890
Publication de caractère général	16,0	33,4	52,6	80,0	904.150	2.223.945	3.991.084	6.857.890
Fourniture totale de livres	64,0 (évaluation de la production effective : 32,0)	111,3	131,6	160,0	3.634.150 (évaluation de la production effective : 1.808.300)	7.413.156	9.977.714	13.715.780

1. A des fins statistiques, la vie moyenne d'un livre est considérée comme étant de trois ans. C'est souvent le cas pour les livres scolaires et cette durée sert également de base de calcul dans certaines bibliothèques publiques. En réalité, la durée de vie des différents types de livres varie beaucoup: un manuel d'alphabétisation sera parfois utilisé par un seul élève pendant quelques mois, et un ouvrage de référence cartonné d'une bibliothèque pourra être consulté pendant de longues années par un grand nombre de lecteurs.
2. Un "cahier" comprend 16 pages de livres.
3. Les chiffres moyens de production effective annuelle pour 1962-1964 (production nationale plus importations) indiqués dans cette colonne sont des évaluations très approximatives.

Source du Tableau récapitulatif : Unesco, La promotion du livre en Asie, 1967.

Tableau 4. Production de livres en Asie, par titres/1964-1960-1980

Pays	Année	Total	Généralités	Philosophie	Religion	Sciences sociales	Philologie	Sciences pures	Sciences appliquées	Arts	Littérature	Géographie/ Histoire	Divers
	1963	60	-	-	8	10	14	15	5	2	-	6	-
Afghanistan	1969	249	60	3	31	60	10	3	1	4	36	41	
	1980	N.A.											
	1960	330	37	9	3	10	2	6	3	3	32	21	204
Birmanie	1968	1.926	-	-	-	1.811	-	-	90	-	-	25	
	1980												
	1964	1.488	13	41	238	288	122	79	62	45	468	123	4
Sri Lanka	1969	1.586	92	40	221	401	97	59	179	74	236	187	
	1980	N.A.											
Rép. pop.	1964	N.A.											
de Chine	1969	N.A.											
	1980	N.A.											
	1964	13.128											
Inde	1969	13.733	257	366	1.082	4.623	265	607	1.199	197	3.869	1.268	
	1980	N.A											
	1963	791	8	17	125	156	89	117	51	28	99	101	-
Indonésie	1969	701	20	2	236	139	20	20	56	2	224	62	
	1980	N.A.											
	1961	569											
Iran	1967	1.341	80	53	177	154	192	145	112	14	273	141	
	1980	1.820	126	180	200	250	100	200	300	20	300	150	
	1964	24.949	481	715	439	4.869	1.572	1.738	2.466	1.249	6.876	1.836	515
Japon	1969	31.009	763	895	521	6.939	1.299	1.799	5.856	2.406	8.014	2.517	
	1980	N.A.											
	1963	193	84	-	32	29	5	-	6	14	10	13	-
Rép. khmère	1968	185	8	4	19	22	22	12	3	3	78	14	
	1980	N.A.											
	1964	2.459	79	40	204	606	123	125	210	110	848	81	33
Rép. de Corée	1969	2.501	128	59	283	379	251	210	254	155	624	158	
	1980	5.627	288	133	636	853	565	472	572	349	1.404	355	

Tableau 4. Production de livres en Asie, par titres/1964-1969-1980 (suite)

Pays	Année	Total	Généralités	Philosophie	Religion	Sciences sociales	Philologie	Sciences pures	Sciences appliquées	Arts	Littérature	Géographie/ Histoire	Divers
	1964	52	-	-	1	5	-	12	4	2	18	4	6
Laos	1969	57	15	-	4	25	-	2	-	3	5	3	
	1980	187	40	2	30	50	2	5	5	8	20	15	10
	1964	492	18	3	40	123	68	36	26	2	80	86	10
Malaisie	1967	483	3	3	27	84	95	36	14	6	149	66	
	1980	N.A.											
	1964	352	-	-	-	97	-	-	129	-	115	-	11
Mongolie	1968	509	11	5	2	141	25	38	116	11	150	10	
	1980	N.A.											
	1964	N.A.											
Népal	1969	N.A.											
	1968	N.A.											
	1964	1.545	107	19	299	416	199	36	60	4	295	105	5
Pakistan	1967	3.312	511	38	590	666	14	101	166	105	958	163	
	1980												
	1964	621	18	3	7	320	76	68	61	4	27	34	3
Philippines	1968	335	25	-	-	171	10	21	99	1	4	4	
	1980	N.A.											
	1964	175	-	-	20	49	28	11	9	10	26	22	-
Singapour	1969	533	14	4	30	90	82	57	59	28	92	77	
	1980	N.A.											
	1964	4.083	313	114	450	1.015	150	-	223	-	1.266	416	136
Thaïlande	1969	2.457	408	97	402	685	34	46	233	79	264	209	
	1980	9.000	800	250	1.800	2.000	200	300	1.200	250	1.000	600	600
	1964	532	178	20	78	45	49	47	19	7	50	36	3
Rép. du	1969	497	4	45	15	63	26	25	37	20	219	43	
Viêt-nam	1980	N.A.											

Source : Rapport de la réunion d'experts sur la promotion du livre en Asie, Tokyo, 1972.
(Données sur la production de livres en Asie rassemblées par le Secrétariat de l'Unesco).

Tableau 5. Production de livres en Asie, nombre d'exemplaires en 1964, 1965, 1980

Pays	1964		1969		1980	
	A	B	A	B	A	B
Afghanistan	–	–	118.600	7	–	–
Birmanie	–	–	–	–	–	–
Sri Lanka	7.854.557	716	7.634.479	624	–	–
Chine	–	–	–	–	–	–
Inde	42.530.000	85	31.119.000	57	33.000.000	60
Indonésie	–	–	–	–	–	–
Iran	2.000.000	–	2.800.000	100	5.460.000	103
Japon	308.900.000	3.187	488.000.000	4.769	–	–
République khmère	–	–	–	–	–	–
République de Corée/1	7.395.000	268	5.180.000	166	11.655.000	–
Laos	780.300	398	212.000	73	3.200.000	800
Malaisie	3.509.600	449	–	–	–	–
Mongolie	4.706.000	4.481	–	–	–	–
Népal	–	–	–	–	–	–
Pakistan	4.535.000	45	–	–	–	–
Philippines	–	–	–	–	–	–
Singapour	1.605.000	882	4.374.000	2.169	–	–
Thaïlande	22.000.000	716	35.640.000	1.002	85.000.000	1.748
République du Viêt-nam	1.701.000	108	1.623.000	91	–	–

A = nombre total d'exemplaires de livres et de brochures

B = nombre d'exemplaires pour 1.000 habitants

1. – les manuels scolaires ne sont pas inclus

Source : Rapport de la réunion d'experts sur la promotion du livre en Asie, 1972. (Données sur la production de livres en Asie rassemblées par le Secrétariat de l'Unesco).

ANNEXE V

Rapport d'activités et Plan futur concernant les objectifs nationaux de promotion du livre à atteindre d'ici à 1980 (Réunion d'experts sur la Promotion du livre en Asie, Tokyo, 1972. Rapport final).

"1. Rapport d'activités et Plan futur concernant les objectifs nationaux de promotion du livre à atteindre d'ici à 1980

Les participants ont tout d'abord souligné l'importance, à tous les niveaux, de la réunion que l'Unesco avait organisée à Tokyo en 1966.

Au niveau international, elle a servi de modèle pour une série d'autres conférences régionales : en Afrique en 1968, en Amérique latine en 1969 et dans les Etats arabes en 1972 ; ces conférences ont permis de définir les objectifs régionaux en matière de promotion du livre et ont débouché sur la proclamation de l'Année internationale du livre - 1972.

Au niveau régional, un centre de promotion du livre a été créé à Tokyo pour étayer les travaux du centre régional de l'Unesco à Karachi, et un centre de promotion du livre pour l'Amérique latine a été installé à Bogota.

Des conseils nationaux de promotion du livre ont été constitués dans plusieurs pays asiatiques, d'autres sont en train de l'être en Afrique, et leur création dans les Etats arabes a également été recommandée.

L'idée d'un plan national de promotion du livre dans le cadre de la programmation nationale du développement économique et social a fait son chemin comme en a témoigné la réunion d'experts sur la planification de l'industrie du livre en Asie, qui a eu lieu à Singapour en 1968.

Tous les participants - les experts comme les observateurs - ont rendu compte des progrès réalisés en Asie dans le domaine de la promotion du livre. Leurs exposés ont complété les rapports écrits présentés par nombre d'entre eux.

La plupart de ces exposés ont pris pour point de départ la réunion de 1966 sur la promotion du livre en Asie que l'Unesco avait organisée à Tokyo et qui, de l'avis général, a ouvert en Asie une ère nouvelle pour le livre.

De ces rapports d'activités très complets se sont dégagés les points suivants qui ont recueilli l'accord général et que la réunion a décidé d'exposer ici :

1.1 Promotion du livre depuis 1966

(a) De sérieux progrès ont été réalisés dans certains pays depuis la réunion de 1966 à Tokyo. On constate une prise de conscience de plus en plus nette de l'importance du livre qui se traduit par une attitude plus favorable de la part des gouvernements et de tous les intéressés.

(b) L'Année internationale du livre a donné une vigoureuse impulsion à la promotion du livre dans tous les pays, en particulier en associant plus étroitement l'Etat à l'exécution du programme. Cette évolution a pris de nombreuses formes concrètes, dont l'accroissement des crédits affectés au livre dans le budget d'un certain nombre de pays asiatiques.

(c) Les livres sont un élément indispensable de l'éducation. La production de manuels à bon marché est donc d'une importance capitale et devrait faire partie intégrante de la politique officielle visant à mettre des livres à la disposition des élèves à peu de frais ou même gratuitement.

(d) Le taux encore élevé d'analphabètisme de nombreux pays asiatiques fait barrage au progrès social et économique ; l'impulsion nouvelle donnée au livre devrait être mise également au service de la campagne de lutte contre l'analphabétisme.

1.2 Planification de la promotion du livre

(e) La fixation d'objectifs nationaux pour la production de livres jusqu'en 1980 est un élément essentiel de la planification du développement économique.

Les objectifs de production de livres entraînent forcément l'adoption de mesures visant à en faciliter la circulation, ainsi que celle des matières premières indispensables comme le papier et le matériel d'imprimerie. La diffusion plus large des livres exige aussi le développement systématique de bibliothèques, en particulier de bibliothèques scolaires et publiques.

(f) Certains pays ont créé des organes nationaux de promotion du livre (conseils/centres, etc.) depuis 1966 ; ceux qui ne l'ont pas encore fait devraient mettre en place un conseil de promotion du livre ou tout autre organe central largement représentatif tant des spécialistes du livre que des services gouvernementaux intéressés. Ces organes nationaux devraient nouer des liens entre eux à l'échelon régional ou sous-régional.

(g) La Banque internationale pour la reconstruction et le développement, ainsi que d'autres organismes de financement du développement devraient être engagés à offrir aux industries du livre, y compris les fabriques de papier, des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt. L'Unesco devrait aussi recommander à ses Etats membres de prévoir des crédits plus importants pour l'industrie du livre dans leurs budgets nationaux.

1.3 Formation, recherche et statistiques

(h) Il faut former du personnel à tous les niveaux et dans toutes les branches de l'industrie du livre. Les cours régionaux de formation devraient être complétés par une formation en cours d'emploi qui pourrait être assurée par des équipes mobiles de spécialistes envoyées dans les pays de la région. Il faudrait également produire des moyens d'enseignement tels que manuels et auxiliaires audiovisuels.

(i) Des études sur les habitudes de lecture des diverses catégories de lecteurs ont déjà été faites dans quelques pays et devraient être entreprises dans d'autres. Les résultats de ces études devraient faire l'objet d'un échange entre les pays par l'intermédiaire du Secrétariat de l'Unesco et des centres de promotion du livre de Tokyo et de Karachi.

(j) Les statistiques concernant les livres devraient être recueillies systématiquement dans tous les pays et l'on devrait publier périodiquement un "recensement des livres". Il importe d'étudier plus à fond les techniques de rassemblement de statistiques sur le livre afin d'en améliorer la normalisation et, partant, d'en faciliter la comparabilité. On pourrait

prendre comme unité le nombre de pages ou même le nombre de mots publiés, étant donné la diversité des formats et des caractères d'imprimerie.

1.4 Auteurs et associations professionnelles

(k) Il faut tout faire pour encourager les auteurs, cet encouragement étant un élément fondamental de tout programme de promotion du livre. Il peut s'agir en particulier de prix littéraires et de l'élaboration de contrat types entre auteurs et éditeurs.

(l) Il est indispensable de créer et de renforcer dans chaque pays les associations professionnelles. Les associations nationales d'éditeurs devraient nouer des liens entre elles par l'intermédiaire d'une association asiatique d'éditeurs et en s'affiliant à l'Union internationale des éditeurs.

1.5 Centres de promotion du livre

(m) Les centres de promotion du livre de Tokyo et de Karachi jouent en Asie un rôle extrêmement utile en stimulant les efforts tendant à atteindre bon nombre des objectifs ci-dessus. Il faut accroître leur personnel et les ressources dont ils disposent pour la formation, la recherche et autres activités essentielles.

(n) L'Unesco est chaudement félicitée d'avoir pris la tête du mouvement en faveur de la promotion du livre et d'avoir lancé l'Année internationale du livre.